

**PRÉSERVER  
LA MÉMOIRE,  
RESPECTER  
L'HISTOIRE**

# LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

**FRANCE D'ABORD**  
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris  
N° 1978 à 1983-1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2023

## 2 FÉVRIER 1943 : VICTOIRE À STALINGRAD



Reddition de Von Paulus...

L'espérance d'Hitler en attaquant le 21 juin 1941 l'Union Soviétique par l'«Opération Barbarossa» était une victoire rapide, à savoir le succès de sa triple offensive vers Leningrad au nord, Moscou au centre, Kiev au sud, menée avec le concours d'alliés finlandais, hongrois, slovaques, roumains. Mais l'Armée rouge, malgré d'énormes pertes en territoires (Pays baltes, Biélorussie...) et effectifs, avait tenu, arrêtant les envahisseurs devant Leningrad, et Moscou.

Après la dure période de l'hiver russe ayant figé des fronts, Hitler va décider une relance en 1942 de l'offensive, vers Moscou qui reste un objectif et, au sud, vers le Caucase, zone stratégique d'importance et recelant des réserves de pétrole dans les régions de Maïkop et de Bakou, approvisionnant par la Volga l'Armée rouge.

C'est précisément pour couper cette voie d'approvisionnement qu'Hitler, contre l'avis de ses généraux car prélevant des effectifs sur les fronts du Caucase et du Centre, prit la décision de faire porter son effort offensif sur Stalingrad, port sur la Volga, atteint et encerclé par la 6<sup>e</sup> armée de la Wehrmacht et ses alliés roumains, le début septembre.

Commence alors une longue bataille – car la ville résiste – qui va voir le front s'inverser. En effet, du 19 au 23 novembre 1942, une contre-offensive soviétique en tenaille au nord et au sud de la ville va encercler les assiégeants, bientôt à court de nourriture et de munitions. Après plus de deux mois de combat, ils devront capituler le 2 février 1943...

## 27 MAI 1943 : LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE



Réunion du Conseil National de la Résistance à la Libération.

Le 27 mai 1943, en début d'après-midi, rassemblés en plusieurs points de rendez-vous dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou à proximité, conduits par trois collaborateurs de Jean Moulin, représentant désigné du général de Gaulle en France occupée, plusieurs dirigeants de différentes structures de la Résistance – mouvements, syndicats et partis clandestins – se rejoignent dans un appartement du 48 de la rue du Four pour tenir la première réunion du Conseil National de la Résistance (CNR), qu'ils avaient décidé de créer le 14 mai précédent.

Sont présents les représentants de cinq mouvements de Résistance de zone nord : « Ceux de la Libération » (Coquoin-Lenormand), du « Front National... » (Pierre Villon), de « Libération-Nord » (Charles Laurent), de « Ceux de la Résistance » (Jacques Lecompte-Boinet) et de l'« Organisation Civile et Militaire » (Jacques-Henri Simon), de trois mouvements de zone Sud : « Libération-Sud » (Pascal Copeau), « Franc-Tireur » (Eugène Claudius-Petit) et « Combat » (Claude Bourdet), de six partis politiques : Parti Radical (Marc Rucart), Fédération Républicaine (Jacques Debu-Bridel), Parti communiste (André Mercier), Parti socialiste (André Le Troquer), Alliance démocratique (Joseph Laniel) et Démocrates populaires (Georges Bidault, ainsi que deux syndicats : CGT (Louis Saillant) et CFTC (Gaston Tessier).

(suite page 32)

## L'ANACR EN DEUIL

**Michel COLAS**



Membre  
du Bureau  
National

Né en Bretagne en 1948, Michel Colas nous a quittés le lundi 5 décembre 2022. Venu en Seine-Saint-Denis, à Saint-Denis, il y étudiait au collège alors annexe du Lycée parisien Jacques-Decour...

(suite page 38)

**Bruno CASSANAS**



Membre  
du Bureau  
National

Bruno Cassanas nous a quittés à l'âge de 73 ans le 10 décembre 2022.

C'est en 1998 que Paul Dinnat, le Président héraultais de l'ANACR, demanda à Bruno de se consacrer à la mise en place d'un groupe d'Amis...

(suite page 38)

**Robert FOREAU-FENIER**



Vice-  
président  
National

Robert Foreau-Fenier nous a quittés le 23 janvier 2023, à l'âge de 85 ans.

Enseignant d'Histoire au collège Vincent-d'Indy à Paris, animateur du club d'histoire, il avait pris sa retraite à Belleu, dans l'Aisne...

(suite page 38)

### DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Mémoire de l'Affiche rouge
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Les Accords du Perreux
- P. 6-7 : Héros de la Résistance
- P. 8 à 10 : Les Hollandais dans la Résistance
- P. 11 à 15 : Les martyres du S.O.E.
- P. 16-17 : La Vérité française
- P. 18 à 28 : Insurrection du Ghetto de Varsovie
- P. 29 à 31 : Combattantes de la Résistance
- P. 32 à 37 : 80<sup>e</sup> anniversaire du CNR
- P. 38 : Nos deuils
- P. 39 : Avis de recherche
- P. 40 : Les Livres



## HOMMAGE AUX HEROS DE L’AFFICHE ROUGE

Le dimanche 19 février 2023, près d'une centaine de personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyre a été rendu célèbre par l'«Affiche rouge» ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

La cérémonie, organisée par l'ANACR avec l'aide de la mairie d'Ivry, était placée sous la présidence d'honneur de Mme Patricia MIRALLES, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, chargée des Anciens Combattants et de la Mémoire, et la présidence effective de Mme Anne-Marie MONTAUDON, présidente de l'ANACR.

On remarquait la présence de M. Bernard PRIEUR, maire-adjoint d'Ivry représentant M. le maire Philippe BOUYSSOU, de M. Pierre OUZOULIAS, sénateur, de Madame Irène CASTAGNOLI, Consule générale d'Italie représentant Madame l'Ambassadrice, de M. Jean-Luc LAURENT, maire du Kremlin-Bicêtre, de Mme Maryvonne ROCHETEAU et M. Kévin VEDIE, maires-adjoints d'Arcueil, de M. Jean ROL-TANGUY, Président du Comité Parisien de Libération (C.P.L.), de M. Georges DUFFAU-EPSTEIN, Président de l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, de M. Patrick STAAT, secrétaire général de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (A.R.A.C.), de Mme Tauba ALMAN, de la Direction nationale de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (U.J.R.E.), de M. Philippe de LUSIGNAN, Président de la F.C.R.F.-A., de M. Antoine BAGDIKIAN, Président de l'A.N.A.C.R.A., de Mme Nadia DEGHIRMENDJIAN de l'A.F.-A. du Val-de-Marne.

La Direction nationale de l'ANACR était représentée par Anne-Marie MONTAUDON, Présidente nationale, Jacques VARIN, Secrétaire général, Patricia BIZZARI, Trésorière Nationale, Christiane TARDIF, Trésorière nationale adjointe, Bruno COLIN et Louis SEGRESTAN membres du Bureau National, Jean-Louis CORTOT et Pascal FREYS, membres du Conseil national.

Ouvrant la cérémonie, Anne-Marie MONTAUDON rappela qu'elle prit naissance dès février 1945 : «Association des Anciens F.T.P. – qui en 1952 en s'élargissant à des Résistants de toutes origines, de tous mouvements, de tous courants de pensée et formes de lutte de la Résistance sera à l'origine de l'ANACR – se devait, en s'associant au Comité d'Action et de Défense des Immigrés (CADI), de faire en sorte que ne soit pas oublié le sacrifice de ceux qui sont, depuis 79 ans, devenus sur le sol de France le symbole du combat fraternel et solidaire mené par les peuples contre le fascisme.

«Un combat fraternel et solidaire, dont l'écho prend tout son sens en ces temps où le peuple français, notre pays, d'autres peuples, d'autres pays connaissent à nouveau les crimes de masse commis au nom d'idéologies totalitaires, barbares.

«Car 20 de ces 23 Résistants, regroupés il y a 78 ans par les nazis dans un soi-disant procès, qui reste l'un des plus iniques et cyniques que l'on ait connus, rassemblés par eux devant les fusils du peloton d'exécution et le couperet du bourreau, étaient des étrangers, de six nationalités différentes, immigrés dans notre pays...». Olga Bancic, Roumaine, condamnée à mort comme ses 22 autres camarades, sera guillotinée le 10 mai 1944 à Stuttgart.

Ces martyrs et héros de l'«Affiche rouge», que l'Histoire a appelés le Groupe MANOUCHIAN-BOCVZOV, du nom de leurs principaux responsables, Missak Manouchian, et Josef Boczov, étaient huit Polonais, cinq Italiens, trois Français, deux Roumains, deux Hongrois, deux Arméniens, un Espagnol, ils étaient les FTP-M.O.I., que rassemblait une profonde fraternité et solidarité internationaliste qui avait conduit certains d'entre eux en Espagne, aux côtés de la République, espagnole, ils étaient motivés par l'antifascisme, l'aspiration à une vie meilleure...

«C'est pour leur rendre hommage à tous, et sans privilégier aucune origine nationale, ce qui aurait été contraire au sens même du combat de nos camarades, que chaque année, nous nous retrouvons ici en

ces lieux qui abritent leur sépultures...».

Suivit, lu par Jacques Varin et Jean-Louis Cortot, l'Appel des «Morts pour la France», rappelant les noms des martyrs du groupe Manouchian-Boczov.

Après la sonnerie «Aux morts» et la minute de silence, des gerbes furent déposées au pied de la stèle de Missak Manouchian pour la municipalité d'Ivry par M. Bernard Prieur, par Mme la Consule générale d'Italie, ainsi que par M. le sénateur Ouzoulias, par un représentant de Mme la maire de Paris, par les Conseillers départementaux, par le comité Parisien de Libération, par M. le maire du Kremlin-Bicêtre, par la municipalité d'Arcueil, par l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien, par l'ARAC, par l'UJRE, par la section d'Ivry du PCF, par l'ANACRA, par la FCRF-A, par l'A.F.-A. du Val-de-Marne, par le Comité de jumelage de Bagneux et, pour l'ANACR, par Anne-Marie Moutaudon et Bruno Collin.

Jacques VARIN évoqua ensuite les relations anciennes entre les Pays-Bas – autrefois les Provinces-Unies et durant la période révolutionnaire la République batave – et la France, la solidarité avec notre pays manifestée au XX<sup>e</sup> siècle par des volontaires néerlandais lors de la Première Guerre mondiale et, lors de la Seconde, par notre communauté de combat contre le nazisme oppresseur de nos deux peuples. Ce qui s'est concrétisé notamment par l'accueil en France de 50 000 réfugiés néerlandais en mai-juin-1940, par la mise en place, l'Occupation venue, de filières d'évasion franco-néerlandaises, la participation de Néerlandais à des réseaux de Résistance, tel le réseau Dutch-Paris, tel Jan Doornik, qui sera fusillé au Mont-Valérien avec d'Estienne d'Orves, tels aussi la quarantaine de Néerlandais qui rejoignirent les Français libres, tels ceux qui débarquèrent en Normandie, participant à la libération de la France avant celle de leur patrie. Deux Hollandais sont Compagnons de la Libération, Jan Doornik et Alfred Bergamin, un «Français libre».

Bruno COLLIN, au nom de la direction nationale de l'ANACR, rappela que les combattants de l'«Affiche rouge», venus en France dans l'entre-deux guerres pour fuir la misère, le racisme et le fascisme, étaient «unis par un idéal commun : l'amour de la Liberté et de la Justice, de la dignité humaine. Beaucoup iront combattre pour cet idéal dans les rangs des Brigades internationales en Espagne, contre les forces coalisées de Franco, Hitler et Mussolini...» Beaucoup avaient rejoint la main-d'œuvre immigrée (M.O.I.) qui, «dès l'été 1940, avait été réorganisée clandestinement, bientôt dotée de groupes de combat qui seront partie constitutive des FTP. Les immigrés vont mener aux côtés des Résistants français une lutte incessante pour hâter l'heure de la Libération de leur patrie d'adoption, pour abattre le fascisme.»

«Être fidèles au souvenir des 23 que nous honorons ici, ainsi qu'à celui de tous leurs camarades qui tombèrent sous les coups des nazis et de leurs complices pétainistes, c'est, comme nous le faisons chaque année, rendre hommage à leur combat, mais c'est aussi et surtout le poursuivre aujourd'hui et demain contre les résurgences du fascisme.

«C'est s'opposer à l'oppression nationale et à la négation de leurs droits nationaux dont sont victimes encore aujourd'hui tant de peuples (...), s'opposer aux guerres d'agression, aux attaques terroristes contre les populations civiles, qu'elles soient le fait de groupes clandestins ou de bombardements menés par les forces armées régulières d'Etats constitués (...). C'est combattre la résurgence des thèses néo-fascistes et néo-nazies. C'est aussi être vigilant contre tous les discours cherchant à faire des immigrés les boucs-émissaires responsables de tous les maux de notre société – chômage, insécurité, délinquance – et qui, ainsi, font le lit de la xénophobie et du racisme,

«C'est pourquoi le travail de maintien et de transmission de la mémoire, auquel participe notre cérémonie annuelle d'hommage aux martyrs du Groupe Manouchian-Boczov, qui associe Français et immigrés, est non seulement un devoir mais une nécessité».

Furent interprétés «l'Affiche rouge», le «Chant des Partisans» et la «Marseillaise».

# IL Y A 80 ANS...: UN PASSÉ SI PRÉSENT...

**C**ette année 2023 s'insère dans un cycle mémoriel triennal, que nous retrouvons périodiquement : celui des anniversaires décennaux. En l'occurrence, commencent cette année et se poursuivront jusqu'en 2025, les célébrations de plusieurs 80<sup>es</sup> anniversaires d'événements majeurs de l'histoire contemporaine de notre pays, de l'Europe et du Monde. Majeurs par leur importance il y a 80 ans dans le déroulement et l'achèvement d'un conflit ayant, avec ses prémices, ensanglanté le monde pendant une décennie depuis le milieu des années 1930, majeurs aussi par leurs implications directes depuis dans la vie politique nationale et les relations internationales jusqu'aux temps actuels.

**A**insi, en cette année 2023, nous commémorons le 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de l'Armée rouge début février à Stalingrad sur la Wehrmacht nazie qui, avec le débarquement allié au Maroc et en Algérie le 8 novembre suivant, marquera – pour paraphraser une formulation célèbre de Churchill au lendemain de la victoire britannique d'El Alamein – la fin du commencement et le commencement de la fin. L'on commémore aussi le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'héroïsme tragique de l'insurrection du Ghetto de Varsovie contre la barbarie génocidaire du nazisme. Et l'année 1943 fut aussi il y a 80 ans celle où, en France occupée, la Résistance se regroupa le 27 mai dans le «Conseil National de la Résistance», le CNR, qui apporta son soutien au Général de Gaulle, celle hélas de l'arrestation puis de la mort de Jean Moulin des conséquences des tortures subies ; celle aussi qui vit en septembre-octobre la libération de la Corse par l'action conjointe de la Résistance insulaire insurgée et de forces de la France combattante débarquées.

**L'**année 2024 sera d'abord pour notre pays celle des 80<sup>es</sup> anniversaires des débarquements alliés libérateurs, du 6 juin 1944 en Normandie et du 15 août suivant sur les côtes de Provence, ainsi que, dans toutes les régions de France, dans des centaines et même des milliers de communes et villes, des plus petites aux plus grandes, de l'insurrection nationale contribuant de semaine en semaine à les libérer et, après avoir chassé les collaborateurs, à placer à leur tête des comités de Libération. Paris aura été libéré le 25 août, Lille le 2 septembre, Lyon le 3 septembre, Strasbourg le 23 novembre... Mais, parmi les commémorations des 80<sup>es</sup> anniversaires en 2024, deux événements prendront une place particulière : le 21 février 1944 au Mont-Valérien, les nazis fusillèrent les 21 FTP-M.O.I. du Groupe Manouchian-Bocsov ; Missak Manouchian devrait faire son entrée au Panthéon le 21 février prochain. Et, le 15 mars 1944, dans la clandestinité, le C.N.R. publiait son Programme «*Les Jours heureux*», référence récurrente dans les mouvements sociaux d'ampleur de ces trois ou quatre dernières décennies.

**Q**uant à 2025, ce sera l'année du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'achèvement de la Libération du territoire national, de la libération des camps de la mort, celle, s'inscrivant à jamais dans l'Histoire, de la Victoire, le 8 mai 1945 sur le nazisme et le 2 septembre sur le fascisme japonais, celle de l'ouverture le 20 novembre du procès de Nuremberg des criminels de guerre nazis, de la naissance de l'ONU et des espérances qu'elle souleva...

**C**ette séquence mémorielle des 80<sup>es</sup> anniversaires est d'évidence la dernière qui aura encore pu bénéficier de la participation de témoins directs des crimes du fascisme et d'acteurs – Résistant(e)s, militaires, civils – des combats humanistes, patriotiques, antifascistes de la Seconde Guerre mondiale. Témoins et acteurs tous âgés de plus de 90 ans voire, en nombre encore plus restreint, étant plus que centenaires.

**C'**est dire que, alors que nous voyons se multiplier les approximations et même les falsifications de la réalité historique souvent calomniatrices de la Résistance accompagnant la montée de l'extrême-droite, en spéculant sur l'ignorance ou la méconnaissance de cette réalité par les générations ayant suivi celle des acteurs et témoins, qui hélas nous quittent, apparaissent comme essentielles : d'une part l'acquisition – qui ne se réduit pas à la simple prise d'une carte – de la connaissance de qui furent les Résistant(e)s, de ce que fut la Résistance, avec ses valeurs et son action ; et de ce que furent aussi la nature et le rôle de ce contre quoi elle combattit et reste d'actualité : le fascisme. Et d'autre part, faire de la diffusion la plus large de cette connaissance un axe essentiel de notre action, c'est-à-dire mener ainsi la nécessaire et irremplaçable bataille des idées contre le fascisme.

Pierre Martin, Anne-Marie MONTAUDON

## A NOS LECTEURS

En l'absence d'équipe professionnelle dédiée, la Rédaction du *Journal de la Résistance* est toujours affectée par des problèmes de santé, liés notamment à des conséquences de la pandémie.

Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour les retards de publication pouvant en découler, et que nous nous efforçons de combler

## 17 AVRIL 1943 : LES ACCORDS DU PERREUX DE REUNIFICATION SYNDICALE

Le congrès constitutif de la Confédération Générale du Travail (CGT) eut lieu à Limoges du 23 au 28 septembre 1895, en 1900 la Confédération se dote d'un organe de presse, *La Voix du peuple*.

En 1906, à son congrès d'Amiens, elle adopte une «Charte» se référant à la lutte des classes, à la lutte pour la disparition du salariat et du patronat, et affirmant l'indépendance syndicale par rapport à l'Etat, au patronat et aux organisations politiques, y compris du mouvement ouvrier où coexistent et parfois s'affrontent socialistes réformistes, révolutionnaires, anarchistes...

Les années précédant la Première Guerre mondiale virent une intensification de la répression antisyndicale, et la montée de l'antimilitarisme, alors que la Guerre menace. Celle-ci ayant eu lieu, dévastatrice et meurtrière (1,7 millions de morts en France) les luttes sociales vont se développer : en 1919 – année qui voit la création de la CFTC – la CGT atteint 1,5 million d'adhérents.

Entre mai et juillet 1919, 300 000 métallurgistes, employés des transports, de la chimie, de la pharmacie, de la parfumerie, du commerce font grève... Le 1<sup>er</sup> mai, la manifestation parisienne de la CGT pour l'application de la loi du 23 avril ayant fixé à 8 heures par jour et 48 heures par semaine est réprimée par la troupe, qui tire et fait avenue de l'Opéra un mort, le jeune Charles Lorne, âgé de 19 ans.

Conséquent à son sein la CGT se développe un courant de «syndicalisme révolutionnaire», qui se renforce dans le contexte de la crise du mouvement ouvrier socialiste international, en critique du ralliement lors de la Guerre qui vient de s'achever de nombre de partis socialistes ou sociaux-démocrates aux politiques d'«union sacrée» avec les «partis

bourgeois», les ayant même, comme en France, amenés à participer aux gouvernements des différents pays en guerre.

Et il y a l'écho en France, comme dans les autres pays d'Europe et au-delà, de la Révolution russe qui a renversé en février 1917 l'Empire tsariste et amené en octobre suivant les *Bolcheviks* («majoritaires») du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe (POSDR), conduits par Lénine, à mettre en œuvre un processus révolutionnaire devant permettre l'édification d'une société communiste. Le 2 mars 1919 est créée à Moscou l'«Internationale communiste» (I. C., ou 3<sup>e</sup> Internationale), sous l'impulsion de Lénine et des *Bolcheviks* qui appellent les socialistes révolutionnaires du monde entier à les rejoindre.

L'appel sera entendu en France où, le 26 décembre 1920, la majorité des congressistes du Parti socialiste S.F.I.O (motion Cachin-Frossard) réunis à Tours décide d'adhérer à l'Internationale Communiste, la minorité autour de Léon Blum décidant de rester dans la «vieille maison» S.F.I.O.

Parallèlement à la mise en place de l'«Internationale communiste», ses dirigeants vont prendre la décision de créer à la veille de son 3<sup>e</sup> congrès, lors d'une conférence tenue à Moscou du 3 au 19 juillet 1921, l'«Internationale Syndicale Rouge» (I.S.R. ou *Profintern*) pour regrouper les syndicalistes révolutionnaires des divers pays.

En juillet 1921 le congrès CGT de Lille voit s'affronter les deux tendances de la CGT. Celle de la majorité confédérale autour de Léon Jouhaux, assumant son positionnement pendant la Guerre et qui participe à la «Fédération syndicale Internationale» réformiste formée à Amsterdam en juillet 1919. Et celle de la tendance «*La Vie Ouvrière*», animée par Pierre Monatte, qui exprima durant le conflit le courant pacifiste de la CGT et qui intègre dans ses rangs des syndicalistes révolutionnaires, des communistes, des anarchistes.

Les minoritaires, ayant demandé sans succès à la majorité confédérale la convocation d'un congrès extraordinaire, les minoritaires convoquent à Paris du 22 au 24 décembre 1921 un «*Congrès unitaire extraordinaire*» qui deviendra le «*Congrès confédéral unitaire*» avec une direction tricéphale anarchiste ; elle sera remplacée en 1922 au congrès de Saint-Etienne de la nouvelle confédération. La C.G.T.U. est née.

Une résolution proposant l'adhésion à l'«Internationale Syndicale Rouge» (I.S.R.) rassemblera 741 voix contre 406. Cette adhésion (1114 pour, 220 contre) deviendra effective au Congrès suivant de Bourges en novembre 1923.

### LES SIGNATAIRES

#### Robert BOTHEREAU

Né le 22 février 1901, ajusteur mécanicien de profession, il adhère dès 1919 au syndicat confédéré des métaux. Il devient en 1929 dirigeant de la CGT confédérée du Loiret et entre au bureau confédéral en décembre 1932.



Dès 1939, il a appelé la CGT à dénoncer le Pacte germano-soviétique.

#### Louis SAILLANT

Né le 27 novembre 1910, ouvrier sculpteur sur bois, adhérent de la Fédération CGT du Bois, est un proche de Léon Jouhaux. Après la réunification syndicale, il sera secrétaire de la Fédération CGT des industries du bâtiment et du bois. Il représentera la CGT à la réunion constitutive du CNR, qu'il présidera à la Libération.



#### Henri RAYNAUD

Né en 1890, il suivit des études secondaires, entra surnuméraire des PTT en 1910. Il devint en 1917 un des dirigeants du syndicat des agents des PTT, il devint à la scission un des responsables de la Fédération postale unitaire puis après la réunification secrétaire de l'Union syndicale de la Région parisienne. Ayant refusé de désavouer le pacte germano-soviétique en 1939, il fut privé de ses mandats, arrêté, interné à Chateaubriand d'où il s'évada le 19 juin 1941.



#### André TOLLET

Né en 1913 dans une famille commerçante de Paris, il fit un apprentissage de tapisserie-ébéniste, et adhéra à 15 ans à la CGTU et à la Jeunesse communiste. Les grèves de 1936 lui font abandonner son métier et devenir un des secrétaires de l'Union régionale des syndicats. Arrêté en octobre 1940 comme membre de responsables communistes, politiques et syndicaux, condamné à 15 mois de prison, interné au camp de Royallieu d'où il s'évada par un souterrain le 22 juin 1942. Ayant repris contact à Paris avec le PC clandestin, il va être sollicité pour participer aux entretiens entre syndicalistes ex-confédérés et ex-unitaires clandestins.



Quand la «*Vie Ouvrière*» clandestine cite «*France d'Abord*» clandestin...



## Denise Madeleine BLOCH

Née le 21 janvier 1916 à Paris 16<sup>e</sup>, seule fille parmi les quatre enfants de Jacques Henri Bloch et Suzanne Lévi-Strauss, Denise apprend l'anglais lors de sa scolarité à Louveciennes.

L'occupation allemande de Paris en juin 1940, et les persécutions antisémites qui suivront conduisent la famille, qui prend le nom de «Barraut» à se réfugier le 17 juillet 1942 à Lyon. Denise y trouvera un emploi de secrétaire chez

Citroën, dont un ingénieur, Jean Aron, est en contact avec le réseau S.O.E. de Philippe de Vomécourt. Pour crédibiliser une couverture, elle se fiance à Dominique Mendelsohn, avec lequel elle a rejoint en juillet 1942 la Résistance.

Echappant à l'arrestation début novembre, elle va gagner Toulouse, où le responsable du S.O.E, Georges Starr, l'installe à Agen, avant de décider de l'envoyer à Londres. Le 29 avril 1943, elle entame, via l'Espagne et Gibraltar, le périple qui la fera arriver en Angleterre le 21 mai, y contactant le SOE en exprimant sa volonté de repartir en mission en France. Elle devra surmonter les réticences de la section «F» qui la craignent «grillée». Mais, après avoir pris la nouvelle identité de «Danielle Williams», elle suivra jusqu'à la fin février 1944 des entraînements de commando, d'opératrice radio, de parachutisme...

Et, dans la nuit du 2 au 3 mars 1944, elle est déposée par Lysander près de Châteauroux avec Robert Benoit, chef du nouveau réseau CLERGYMAN, dont elle va devenir dans la Région nantaise l'opératrice radio. Sous le nom de code «Ambroise» et «Crinoline», et avec le nom de couverture «Michèle Rabatel», elle enverra trente messages radio et en recevra cinquante.

Mais, l'arrestation le 18 juin 1944 de Robert Benoit va avoir des conséquences désastreuses : arrêtée le lendemain, Denise est conduite au siège parisien du SD avenue Foch puis transférée à la Prison de Fresnes. Le 8 août, elle est déportée en train en Allemagne, étant incarcérée dans plusieurs camps de concentration successifs Ravensbrück, Torgau, Königsberg qui l'épuiseront. Le 5 février 1945, elle est abattue à Ravensbrück d'une balle dans la nuque.

Elle recevra la Légion d'Honneur, la Croix de Guerre, la Médaille de la Résistance.



## Yvonne RUDELLAT

Fille d'un vendeur de chevaux pour l'Armée française, Yvonne Claire Cerneau naquit le 11 janvier 1897 à Maisons-Lafitte.

Partie à Londres à la mort de son père, elle travaille en 1920 aux Galeries Lafayette de Regent Street, y rencontrant Alex Rudellat, employé au Picadilly Hôtel, qu'elle épouse, ils auront en 1922 une fille, Constance Jacqueline, qui, en septembre 1939, rejoindra l'*Auxiliary*

*Territorial Service* (ATS), formé en 1938.

Alors qu'elle travaille à l'*Ebury Court Hôtel*, Yvonne est approchée par un membre du S.O.E. qui la recrute, elle sera admise au S.O.E. le 15 mai 1942. Après des entraînements au maniement des armes légères, à l'utilisation du matériel radio, et à la vie clandestine, elle va, sous l'identité de «*Jacqueline Gautier*» – et nom de code «*Suzanne*» – en transitant par Gibraltar, quitter l'Angleterre le 17 juillet pour la France, y débarquant le 30 juillet près de Cannes et gagnant Paris via Lyon dans le tender d'un train.

Elle devient agent de liaison pour le Réseau MONKEYPUZZLE, fait des repérages pour des terrains d'atterrissage, transporte des radios, des explosifs, des messages. Elle va être désignée le 31 décembre 1942 adjointe de Pierre Culioli, avec lequel elle va se faire passer pour un couple marié sous le nom de Leclair, et qui est responsable d'une branche Touraine-sud du réseau Prosper-PHYSICIAN, le Réseau ADOLPHE.

Dans la nuit du 15 au 16 juin 1943, ayant réceptionné deux Canadiens devant créer vers Sedan le sous-réseau ARCHDEACON, ils seront interceptés avec eux le 21 juin à Dhuizon ; elle est grièvement blessée par balle à la tête.

Envoyée fin septembre 1943 à la prison de Fresnes, elle est, sous le nom de Jacqueline Gautier, transférée fin juillet 1944 au fort de Romainville puis déportée en août à Ravensbrück. Le 2 mars 1945, elle est transférée à Bergen-Belsen où elle est libérée par les Britanniques le 5 avril. Atteinte du typhus, elle meurt le 23 ou le 24 avril et est enterrée dans une fosse commune.



## Violette SZABO

Née le 26 juin 1921 au British Hospital de Paris, Violette, Reine, Elisabeth Bushell est fille d'un chauffeur de taxi britannique et d'une couturière française. Ses parents s'installèrent en Angleterre où Violette fut scolarisée, revenant en France passer ses vacances. Arrêtant l'école à 14 ans parfaitement bilingue, elle travailla comme corsetière

puis vendeuse.

Début 1940, elle rejoignit la *Women's Land Army*, travaillant dans une usine d'armement. Rencontrant le 14 juillet à Londres Étienne Szabo, adjudant-chef de la Légion étrangère rallié à la France Libre, elle se marie avec lui le 21 août 1940 ; de cette union naîtra le 8 juin 1942 une fille, Tania Désirée. Son mari sera tué à Bir-Hakeim.

Violette Szabo travailla comme standardiste puis s'engagera dans l'*Auxiliary Territorial Service* (ATS) devenant sous-lieutenant FANY, servant comme pointeuse de canons de DCA. Elle rejoignit en juillet 1943 la section F du S.O.E. et suivit la formation dispensée aux agents, notamment parachutiste. Le 5 avril 1944, Violette, (nom de code «*Louise*»), déposée par Lysander près d'Azay-le-Rideau, effectua une première mission en France, de reconnaissance afin d'évaluer la possibilité de relance du réseau SALESMAN autour du Havre et de Rouen, décimé par de nombreuses arrestations.

De retour à Londres par Lysander le 30 avril 1944, elle sera renvoyée en France le 8 juin, déposée à Sussac (zone du maquis Guingouin) par un B 24 américain, avec le capitaine Liewer et Robert (Bob ou Paco) Maloubier.

Violette Szabo partit le 10 juin avec deux maquisards en voiture en Corrèze et Dordogne afin de contacter le réseau SOE *Digger* : ils tombèrent sur un barrage allemand près de Salon-la-Tour. Les deux maquisards s'échappèrent, mais Violette, blessée fut capturée après avoir épuisé ses munitions.

Transférée au siège de la Sipo-50 à Paris, incarcérée à Fresnes, torturée, elle fut déportée le 8 août 1944 à Ravensbrück, où elle sera exécutée d'une balle dans la nuque entre le 26 janvier et le 5 février 1945.



## Les réseaux du S.O.E. en place en 1944

### Le Lysander des «Missions spéciales»

Emmenée à Limoges, elle fut ensuite transférée le 16 juin au Sipo-SD de Paris mais ne parla pas malgré les tortures, et fut emprisonnée à Fresnes.

Le 8 août elle fut déportée à Ravensbrück, où elle sera exécutée d'une balle dans la nuque entre le 26 janvier et le 5 février 1945, et incinérée.

## LES MARTYRES DU S.O.E....



### Sonia OLSCHANEZKY

Née le 25 décembre 1923, Sonia, est la fille d'Eli Olschanezki, Juif originaire d'Odessa venu faire des études d'ingénieur chimiste en Allemagne à Chemnitz où il rencontra sa mère qu'il épousa. Il créa ensuite une usine de fabrication de bas de soie en Roumanie, avant de venir en 1930 avec son épouse et sa fille à Paris, où il ouvre un magasin de lingerie.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, Sonia va travailler comme fille au pair, en même temps qu'elle entre en contact avec la Résistance. Juive étrangère, elle est arrêtée en juin 1942 par la police française et internée au camp de Drancy, s'y portant volontaire pour s'occuper d'enfants séparés de leurs parents.

Sa mère, d'origine allemande, réussira à l'automne 1942 à la faire sortir de Drancy, grâce à un faux certificat attestant d'une compétence professionnelle précieuse pour le Reich dans le domaine de la fourrure, utile dans l'hiver russe.

Par l'intermédiaire de son frère Enoch (qui sera homologué Force Française Combattante et Déporté Résistant, il décédera le 18 avril 1944), membre du réseau JUGGLER, utilisant la fausse identité de «Suzanne Ouvrard», elle est mise en contact en 1943 avec Jean Worms, qui la nomme sous le pseudonyme de «Tania» agent de liaison du réseau, sous-réseau du réseau Posper-PHYSICIAN. Après l'arrestation le 1<sup>er</sup> juillet de Jean Worms, elle tentera de maintenir le réseau en activité.

Arrêtée à son tour le 22 janvier par la Gestapo, elle est internée à Fresnes avant d'être transférée le 13 mai à la prison pour femmes de Karlsruhe et le 6 juillet au camp de Natzweiler-Struthof pour y subir avec Andrée Borrel, Vera Leigh et Diana Rowden une injection mortelle de phénol.

Elle a été à titre posthume faite Médaille de la Résistance française.



### Diana ROWDEN

Née à Londres le 31 janvier 1915, elle vient dans les années 1920 avec sa mère et ses deux frères s'installer sur la Côte d'Azur. De retour en Angleterre, elle y effectuera sa scolarité secondaire, à l'issue de laquelle elle reviendra en 1933 en France, s'inscrivant à la Sorbonne ; elle y étudie le français, l'italien et l'espagnol, et va devenir journaliste à Paris.

Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939, elle abandonne le journalisme et devient bénévole à la Croix-Rouge française, étant affectée au printemps 1940 au Corps anglo-américain des ambulances. En juin 1940, elle ne pourra embarquer à Dunkerque pour l'Angleterre. Ce n'est qu'à l'été 1941 qu'elle réussira, via l'Espagne et le Portugal, à la rejoindre. Elle cherchera sans succès à y redevenir journaliste.

Le 5 septembre, elle rejoint la *Women's Auxiliary Air Force*, travaillant à l'état-major. En 1942, elle sera remarquée par Harry Sporborg, un des dirigeants du S.O.E., devenant sa secrétaire. En mars 1943, ayant fait part de son désir de retourner en France, elle est intégrée à la section F, et après avoir reçu un entraînement, elle sera de retour en France le 17 juin, sous le nom de guerre de «Paulette».

Son ordre de mission : devenir le courrier du réseau ACROBAT dans le Jura. Pendant plusieurs mois, elle va servir de relais entre les divers groupes de maquis répartis dans les monts du Jura, informant des parachutages d'armes.

Le 18 novembre 1943, l'arrivée, annoncée par Londres, de «Benoît», un nouvel agent pour «Acrobat», va s'avérer désastreuse : les Allemands ayant substitué au vrai «Benoît» l'un des leurs, Diana Rowden et son opérateur radio sont arrêtés et transférés à Paris, au siège du SD avenue Foch pour y être interrogés. Diana sera incarcérée à Fresnes pendant cinq mois.

Le 13 mai 1944, elle est déportée à la prison de Karlsruhe. Le 6 juillet, elle sera transférée au camp de Natzweiler-Struthof, où elle sera, ainsi que Vera Leigh, Andrée Borrel et Sonia Olschanezki, exécutée par injection de phénol.

Elle sera faite Chevalier de la Légion d'Honneur et Croix de Guerre 1939-1945.



### Lilian ROLFE

Ayant une sœur jumelle, Helen, Lilian Vera Rolfe, née le 26 avril 1914, était la fille d'un comptable britannique à Paris, où elle passa son baccalauréat, elle parlait familialement français. Sa famille ayant pour raisons professionnelles migré en 1930 au Brésil, elle y termina ses études ; et travailla au début de la guerre à l'ambassade britannique de Rio de Janeiro, puis au secrétariat de la Légation canadienne.

En février 1943, elle part à Londres où, le 16 avril, elle s'engagea dans les W.A.A.F., avant de rejoindre le 24 novembre 1943 le S.O.E. -F.

Après une période de formation de radiotélégraphiste à Blackpool, puis paramilitaire en Ecosse, et de parachutisme, elle fut promue le 1<sup>er</sup> avril 1944 au grade honorifique d'officier de section adjoint, et enrôlée à la FANY.

Elle va être déposée - avec Violette Szabo et Philippe Liéwer par Lysander dans la nuit du 5 au 6 avril 1944 en Touraine - en ayant pris l'identité de «Claudie Irène Rodier» et les noms de code de «Recluse» et «Nadine» - avec un émetteur-récepteur, pour devenir opératrice radio d'un nouveau réseau SOE, «HISTORIAN», devant opérer dans la région d'Orléans sous la direction de Georges Wilkinson et d'André Studier.

Lilian ayant gagné Saint-Hilaire, elle fut hébergée pendant deux semaines chez le propriétaire d'un garage. Elle gagna le 10 juin Egry dans le Loiret, auprès de Pierre Charrié, un négociant en vins lié à plusieurs maquis, qui prit le 28 juin la suite de Wilkinson arrêté le 28 juin. Elle le sera à son tour le 31 juillet à Nargis, et transférée à la prison de Fresnes près de Paris.

Le 8 août 1944, elle est déportée à Ravensbrück où, après des transferts de travail forcé bien que malade à Torgau et Königsberg, elle sera le 5 février 1945 exécutée avec Denise Bloch, Cécile Lefort et Violette Szabo.

Honorée de la Croix de Guerre, une rue de Montargis porte son nom.



### Vera LEIGH

Vera Glass naquit à Leeds le 17 mars 1903. Abandonnée peu de temps après sa naissance, est adoptée par Eugène Leigh, un américain marié à une anglaise, entraîneur de chevaux de course ayant des écuries à Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), qui lui donne pour identité : Vera Eugénie Leigh.

La fréquentation des écuries de Maisons-Laffitte lui fit rêver de devenir jockey. Cela ne se fera pas : ayant appris le métier de styliste chez Caroline Reboux, célèbre modiste, elle va, avec deux amies participer à l'ouverture de leur propre maison de chapellerie, «Rose Valois».

En juin 1940, elle quitte Paris occupé pour Lyon et retrouver son fiancé, Charles Sussaux, espérant avec son aide pouvoir passer en Angleterre. Ce n'est qu'en 1942 qu'elle pourra réaliser ce projet, s'étant auparavant impliquée dans un réseau d'évasion de la Résistance intérieure française, exfiltrant via l'Espagne les soldats alliés tombés derrière les lignes ennemies. Une filière qu'elle utilisera pour elle-même, ne rejoignant Londres qu'après plusieurs mois d'internement en Espagne dans le camp de Miranda del Ebro.

Recrutée par la section F du SOE, elle sera envoyée en France dans la nuit du 14 au 15 mai 1943 par Lysander, pour assurer la fonction de courrier du réseau INVENTOR ; en Région parisienne et jusque dans les Ardennes.

Le 30 octobre 1943, elle est arrêtée à Paris, Place des Ternes et emprisonnée à Fresnes. Elle en sera extraite le 12 mai 1944 et déportée en Allemagne avec Andrée Borrel, Diana Rowden, Yolande Beekman, Eliane Plewman, Odette Samson, Madeleine Damermet et Sonia Olschanezki. Elles seront incarcérées à Karlsruhe.

Le 6 juillet 1944, Vera Leigh, Diana Rowden, Andrée Borrel et Sonia Olschanezki sont emmenées au camp de Natzweiler-Struthof, où elles sont assassinées dès leur arrivée par piqure de phénol, et incinérées.



## Andrée BORREL

Andrée Borrel naquit le 18 novembre 1919 à Paris. Quittant l'école à 14 ans, elle travaillera comme vendeuse de boulangerie à Paris puis en 1935, au Bazar d'Amsterdam. En 1939, membre de la Fédération Cyclo-Féminine de France, elle se classa 5<sup>e</sup> d'une course.

La Seconde Guerre mondiale déclarée, elle déménage à Toulon, où elle devient membre de l'Association des Dames de France (ADF). Ayant reçu une formation d'aide-soignante, elle est affectée à Beaucaire – où elle rencontrera son compagnon Maurice Dufour – apportant son secours aux Blessés de guerre.

L'armistice signée et l'occupation venue, elle rejoignit Maurice, qui avait intégré la ligne d'évasion Pat O'Leary, organisée pour les pilotes abattus et les soldats alliés voulant gagner la Grande-Bretagne. Le couple s'installa dans une villa à Canet-Plage, près de la frontière espagnole. La fillière ayant été dénoncée, elle va devoir fuir au Portugal avant de rejoindre Londres où le bureau de la France libre la met en relation avec la section F du S.O.E.

Après une formation sous la couverture «FANY», elle est, avec le pseudonyme de «Denise», parachutée près de Bois Renard (Loir-et-Cher) le 25 septembre 1942, pour aller organiser vers le nord de Paris l'arrivée le 1<sup>er</sup> octobre de Francis Suttill, dont elle va devenir le courrier dans le réseau Prosper-PHYSICIAN, le plus important de la section F du S.O.E.

Le 23 juin 1943, elle est arrêtée dans un appartement parisien avec le radio Gilbert Norman, transférée à Paris au siège du SD puis incarcérée à Fresnes. Le 12 mai 1944, avec d'autres agentes du SOE, elle en est extraite et déportée en Allemagne à la prison de Karlsruhe. Puis, le 6 juillet, elle sera assassinée par pique de phénol au camp de Natzwiller-Struthof.

Elle a été honorée de la Croix de Guerre et de la médaille de la Résistance.



## Madeleine BAYARD

Fille d'une couturière, Madeleine Victorine Bayard était née le 21 février 1911 boulevard Port-Royal à Paris. Ses années de jeunesse sont peu documentées, et les premiers épisodes connus de sa vie se situent vers 1938 en Indochine, où elle est mariée à un planteur d'hévéa producteur de caoutchouc qui, lors d'une des insurrections qui affectent la colonie

française, va être tué ; tandis que Madeleine est enlevée et séquestrée. Elle sera retrouvée et libérée par Claude Péri, un officier de marine lié au 5<sup>e</sup> bureau français.

Tous deux, devenus très proches, regagnèrent la France, embarqués, sur le navire marchand «*le Rhin*», de la Compagnie Paquet, de Marseille ; le navire fut militarisé début 1940 et équipé d'une mitrailleuse. Claude Péri et Madeleine, présents à Paris en juin 1940 lors de la signature de l'armistice, regagnèrent la cité phocéenne.

Refusant la défaite, Claude Péri, enseigne de vaisseau, prit le contrôle du *Rhin*, pour rallier, dans la nuit du 22 au 23 juin Gibraltar puis, avec six hommes, Barry, au Pays de Galles, où le navire est remis à la Royal Navy qui, le 10 juillet 1940, le rebaptisent HMS *Fidelity* (D57), le convertissant le 24 septembre 1940 en navire de guerre auxiliaire équipé de canons de quatre pouces de torpilles et de charges de profondeur sous le commandement de Péri, alias le capitaine de corvette de réserve (*lieutenant commander Jack Langlais*). Parmi ses membres d'équipage, une femme..., Madeleine Bayard, responsable du bureau «chiffre» (codage et décodage des messages), qui, sous le pseudonyme de «*Madeleine Barclay*», a rejoint la «*Women of the Royal Naval Services*» (WRNS) et, comme Claude Péri, le S.O.E., section «F».

En décembre 1942, le HMS *Fidelity*, est affecté à la protection du convoi allié «ON 154» (50 cargos marchands), qui sera attaqué près des Açores du 26 au 30 décembre par une dizaine de sous-marins allemands, qui couleront 14 cargos en faisant 486 tués. Confronté à des problèmes de moteur, le HMS *Fidelity* a dû rester en arrière : le 30 décembre, il est coulé par le sous-marin U 435. Madeleine Bayard et Claude Péri sont parmi les 369 victimes du naufrage.



## Cecily LEFORT

Cecily Margot Gordon Mackenzie, naquit le 30 avril 1899 à Londres. Ayant grandi en France, elle deviendra durant la Première Guerre aide-infirmière, rencontrant dans un hôpital un soldat français, le docteur Alex Lefort, qu'elle épousera. Ils résideront à Paris et dans un village de pêcheurs bretons près de Saint-Cast.

La guerre venue et le nord de la France, la Bretagne ainsi que le littoral atlantique occupés en 1940 par la Wehrmacht, elle se réfugie via Jersey en Angleterre. Son mari, qui avait été mobilisé en 1939, restera en France, et mettra leur villa bretonne à la disposition du S.O.E.

En Angleterre, Cecily rejoint en juin 1941 la *Women's Auxiliary Air Force*, avant de se porter volontaire comme agent du S.O.E., section F, arguant de sa parfaite connaissance du français. Après avoir été intégrée un temps à la *First Aid Nursing Yeomanry*, et suivi, à partir de février 1943 une formation d'agent de terrain, elle est – avec l'identité de couverture «Cécile Marguerite Legrand» et les noms de code «*Alice*» et «*Teacher*» – envoyée par le SOE en France, déposée par avion dans la nuit du 16 juin dans la vallée de la Loire avec Diana Rowden et Noor Inayat Khan. Par vélo jusqu'à Angers, puis par train via Paris elle rejoint Montélimar. Elle va assurer des missions de liaison pour le réseau SOE «*Jockey*» entre Lyon et Marseille, de recherche de terrains de largage...

Arrêtée par la Gestapo à Montélimar le 15 septembre, elle est emprisonnée à Lyon puis à la prison de Fresnes, et déportée le 1<sup>er</sup> février 1944 à Ravensbruck, alors qu'elle souffre d'un cancer stomacal.

Elle est gazée en février 1945. Elle a reçu la Croix de Guerre française.



## Muriel BYCK

Née le 4 juin 1918 à Ealing, faubourg du nord-ouest de Londres, de parents français juifs originaires d'Ukraine et de Russie qui, déménageant en Angleterre, en prendront la nationalité, Muriel Tamara Byck, vivra avec eux à Wiesbaden (Allemagne) en 1923-1924 puis de 1926 à 1930 en France, avant de retourner s'établir en Angleterre.

En France, elle fréquentera le Lycée de Jeunes Filles de Saint-Germain-en-Laye puis, de retour en Angleterre en 1930, le Lycée Français de South Kensington à Londres SW7, où elle passera en juillet 1935 le Baccalauréat, poursuivant des études à l'Université de Lille.

Ayant regagné le Royaume-Uni, elle va être entre 1937-1939 à Londres secrétaire et assistante-régisseur au *Gate Theatre* de Notting Hill. Ses parents ayant divorcé, et sa mère ayant quitté Londres pour Torquay, ville portuaire du Devon sur la côte sud. Entre 1939 et 1942, travailleuse bénévole de la Croix-Rouge, elle va rejoindre la défense passive anti-aérienne (*Air Raid Precaution*, ARP) de Torquay, et aussi travailler au *National Registration* (numéro national d'identification individuelle) de la ville. En décembre 1942, elle rejoint les «*Women Auxiliary Air Force*» (WAAF) avec le grade d'officier.

Sa parfaite maîtrise du français va attirer l'attention du S.O.E., qui la recrute en juillet 1943, lui faisant suivre de septembre à décembre 1943 un entraînement initial dans le Surrey, puis paramilitaire en Ecosse et radio à Thame Park, dans l'Oxfordshire.

Avec le nom de code de *Violette*, elle est parachutée en France avec dans la nuit du 8 au 9 avril 1944, à Salbris, dans le Loir-et-Cher, étant pour les Résistants *Michèle* ou *Nicole*. Elle sera l'opératrice radio de Philippe de Vomécourt, chef du réseau SOE «*Antoine -VENTRILOQUIST*».

Après une éprouvante session d'échanges radio avec Londres, elle s'effondra, le médecin diagnostiquera une méningite. Hospitalisée sous une fausse identité à l'hôpital de Romorantin, et malgré une ponction lombaire, elle décéda le 23 mai 1944. Elle est enterrée à Pornic.

«LA VERITE FRANCAISE»

«LA VERITE FRANCAISE», précise le journal clandestin dans son n° de septembre 1941, «fondée en septembre 1940 par Jean Chouan et F.T. Nel réunit des patriotes cent pour cent qui ne prennent de mot d'ordre ni à l'étranger ni chez les politiciens et qui n'ont qu'un but : délivrer le pays de l'esclavage.

«Notre signe de ralliement est la Croix de Lorraine sur le drapeau tricolore, c'est le symbole de la Libération de Metz, de Strasbourg, de cette Alsace-Lorraine que les allemands écrasent sous la botte et que les lâches de Vichy tout comme les traîtres de Paris ne veulent pas qu'on parle».

Julien Lafaye, âgé de 60 ans en 1940, qui avait fait la guerre de 1914-1918 comme vétérinaire<sup>1</sup> et, à sa démobilisation, s'était établi pour exercer cet art médical à Versailles avec comme adjoint, Georges Holstein<sup>2</sup>. Il deviendra une personnalité notable de Seine-et-Oise : vétérinaire officiel du département et de Versailles, membre rapporteur du comité départemental d'hygiène, secrétaire du comité sanitaire de la Région parisienne.

Parti le 13 juin 1940 – face à l'offensive de la Wehrmacht arrivant en Région parisienne – en exode avec sa famille et des amis à Nouziers dans la Vienne, où il entendit les discours de Pétain le 17 juin et du général de Gaulle le 18, il va revenir à Versailles en juillet, y reprenant son activité de vétérinaire.

Refusant d'accepter passivement cette situation d'occupation, il s'ouvre à son entourage dès ce mois de juillet de son désir de «faire quelque chose». Ce qui va se concrétiser en septembre 1940, après une retraite chez les Dominicains du couvent Saint-Jacques 35 rue de la Glacière à Paris<sup>3</sup>, où il se lie avec le père Joseph Guilhaire<sup>4</sup>, par ailleurs confesseur du comte Jean (Jehan) de Launoy.

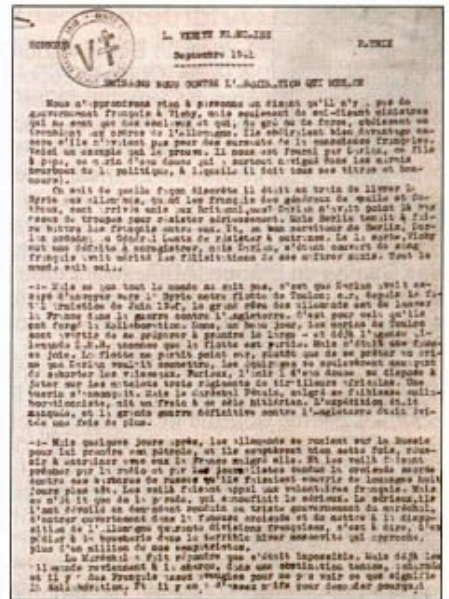
Ce dernier, fils d'un négociant, né en 1900, engagé dans l'armée, participa dans un régiment de spahis entre 1922 et 1925 à la guerre du Rif<sup>5</sup> au Maroc, y fut décoré de la Croix de guerre et de la médaille coloniale. Démobilisé, il travaillera dans l'entre-deux guerres dans le domaine des assurances, étant à la veille du conflit inspecteur à la Compagnie «La Paix». Profondément croyant, il se situera politiquement très à droite, fréquentant à la fin des années vingt les «Camelots du Roi», («l'Action française»). Mobilisé en 1939 dans un service de l'arrière non-combattant, il demandera à rejoindre sur le front une unité de cavalerie motorisée. Ayant échappé à la capture en juin 1940, démobilisé, il reviendra à Paris.

LE GROUPE «PARISIEN»

Julien Lafaye et Jehan de Launoy, ayant rassemblé autour d'eux quelques collègues, amis, membres de leurs familles vont prendre l'initiative de former un petit groupe clandestin, qu'ils vont appeler «La Vérité française», entamant la publication d'un bulletin au titre éponyme dont le 1<sup>er</sup> numéro paraît début septembre 1940.

«Les Allemands ne permettent de paraître qu'aux feuilles rédigées par eux-mêmes ou par les traîtres qui les servent en esclaves», écrit dans sa première parution la *Vérité française*, dont les textes de ce premier numéro sont publiés sous la signature de «F T Nelle», pseudonyme de Julien Lafaye, ultérieurement présenté comme étant le rédacteur en chef du Journal ; dans le numéro suivant d'octobre 1940 sont évoqués les signatures de «Jean Chouan», ou «Jehan Chouan», alias de Jehan de Launoy, «directeur politique», «Antoine B. Igor-nille», «Surcouf», «d'Artagnan», collaborateurs.

Autour de Julien Lafaye et Jehan de Launoy vont se rassembler pour former le groupe versillais-parisien de la «Vérité française» le père Guilhaire et un autre ecclésiastique, le père Chenault, le vétérinaire Georges Holstein, le Docteur Maurice Delort, Roland Coqueugniot («Roncevaux»), un directeur commercial de 45 ans, Louis Mandin, un poète parisien né en 1872, clerk de notaire puis attaché parlementaire du député puis sénateur creusois «Gauche démocratique» Alphonse Defumade, et qui deviendra secrétaire de rédaction de la revue *Mercur de France*. Pierre Stumm («Athos»), un façonnier en métaux de Courbevoie âgé de 40 ans, ami de Jean de Launoy, forme un petit groupe de renseignement opérant d'Argenteuil à Courbevoie, Raymond Guët («Jean Bart»), administrateur principal de la Marine, Ernest Massip (51 ans), commis principal à l'administration centrale des Finances, vicomte Paul de Launoy, Jean Willoughby (62 ans), capitaine de réserve...



En décembre 1940 a lieu une rencontre – qui contribuera au développement de la «Vérité française» – entre Jean de Launoy («Jean de la Figue») et Maurice Dutheil de la Rochère, un ancien polytechnicien colonel de réserve de 70 ans ayant décidé le 28 juin, avec son camarade lui aussi ancien polytechnicien, le colonel Paul Hauet, d'entrer en Résistance, devant la statue du général Mangin – qu'il considérait comme le véritable vainqueur de Verdun – et qui venait d'être dynamitée à Paris par les Allemands.

Maurice Dutheil de la Rochère avait été un ami d'enfance de Charles Maurras, dont il partageait les orientations réactionnaires mais dont l'éloigna le choix d'appui à Pétain du chef de l'«Action française» ; toutefois, il est admirateur de la théorie militaire de de Gaulle, qu'il aurait rencontré dans les années trente.

Il va en cette fin 1940 – début 1941 participer à la réactivation d'une organisation fondée par Paul Hauet (74 ans) après la Grande guerre, l'«Union Nationale des Combattants Coloniaux». L'UNCC, s'assignant à apporter une aide (colis, courrier..., etc.) aux soldats coloniaux prisonniers de guerre en France ou en Allemagne, va servir de couverture à l'action résistante des deux colonels, notamment comme filière d'évasion de prisonniers. Paul Hauet est aussi en contact avec Boris Vildé et par ce dernier, «La Vérité française» va être reliée à Germaine Tillion et au «Groupe du Musée de l'Homme».

Outre son action d'exfiltration de prisonniers de guerre évadés vers la zone Sud, «La Vérité française» va avoir d'au-

<sup>1</sup> Ancien élève de l'Ecole vétérinaire de Maison-Alfort, il avait repris une clinique vétérinaire à Versailles connaissant un grand développement. Parallèlement, il effectuait un travail scientifique sur la pression artérielle animale, qui débouchera sur la création du zootensiomètre.

<sup>2</sup> Agé de 35 ans, il est lui aussi ancien élève de l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort, dont il sort 2<sup>e</sup> en juillet 1928. Il fera des travaux sur le tétanos chez le cheval.

<sup>3</sup> Aujourd'hui l'entrée du couvent se fait dans une rue parallèle, 20 rue des Tanneries (Paris).

<sup>4</sup> Né en novembre 1891, il avait été ordonné prêtre en 1923, puis assigné prédicateur à Amiens, Dijon et Paris (en 1932).

<sup>5</sup> Le Rif est une zone montagneuse du nord méditerranéen du Maroc sur laquelle l'Espagne veut étendre son autorité et où a éclaté une révolte conduite par Abdelkrim, l'Espagne recevra le renfort de l'armée française

tres activités, la première étant la publication du Journal, dont 32 numéros seront publiés jusqu'en novembre 1941, notamment avec le concours financier des Dominicains de la rue de la Glacière, il y aura la récupération et la cache d'armes, la collecte de renseignements...

Pour le plus grand nombre d'entre eux, les participants à «La Vérité française» ont des caractéristiques sociologiques communes : ce sont des «notables» : vétérinaires, médecins, commerçants, entrepreneurs, petits industriels, agents d'assurance, fonctionnaires, militaires retraités, religieux... Beaucoup se situent dans une droite conservatrice, anticommuniste, il y a parmi eux des anciens membres de l'«Action française», du P.S.F., l'influence catholique est marquée.

## LE GROUPE «SOISSONNAIS»

Un second groupe de résistance, formé à Soissons, s'est relié à «La Vérité française», tenant ses réunions rue Clovis, au domicile d'Emile Louys, un commis principal des contributions indirectes de 55 ans, capitaine de l'Armement, qui écrira et distribuera des tracts, gèrera le stock d'armes du réseau, ayant à sa tête le capitaine Henri-Clotaire Descamps (34 ans), affecté depuis le 14 août 1940 comme commandant de la section de gendarmerie de Soissons.

En septembre 1940, le groupe de Soissons compte une quinzaine de membres dont Jean Vogel (49 ans), un artisan fourreur, Daniel Douay (49 ans), un transporteur routier, le vicomte Paul de Launoy (35 ans), frère de Jean de Launoy, André Meurgue (34 ans), agent d'assurances, Maurice Moreau (31 ans), mécanicien, Gilbert Jordana (41 ans), représentant...

On peut aussi relier à «La Vérité française», le Groupe de Compiègne que dirige Georges Tainturier.

## LE DÉMANTELEMENT

En août 1941, un jeune homme, Jacques Désoubrie, se présentant comme évadé d'une prison allemande et traqué par la Gestapo, entre – muni d'un mot de passe – en contact avec Jean Vogel, du groupe soissonnais de «La Vérité française», dont il gagne la confiance et qui l'héberge quelques jours.

Par l'intermédiaire de Lucien Douay, responsable du groupe soissonnais, il est mis en contact avec Jean de Launoy, responsable du groupe parisien, dont il devient le secrétaire particulier et proche de Louis Mandin et Julien Lafaye. Une fonction stratégique qui permet à Désoubrie de connaître tous les rouages du réseau, son activité, ses objectifs. Or, Jacques Desoubrie (alias *Martin*, *Noé-*



Légende des photos : de g. à d., Jean de Launoy, Julien Lafaye, Maurice Dutheil de la Rochère, Louis Mandrin, Père Guilhaire, Jeab Vogel

*mans...*) est un *V-mann* (agent de pénétration) de la Gestapo. Ayant rassemblé suffisamment de renseignements, la Gestapo va passer à l'offensive le 25 novembre 1941 : plusieurs dizaines d'arrestations sont opérées par la Police Allemande parmi les responsables de «La Vérité française» à Paris, Versailles, Courbevoie...

Ce même 25 novembre 1941, à partir de 7 h 30 du matin, des membres de la Gestapo, venus dans l'Aisne depuis Paris, accompagnés de Feldgendarmes et de 4 agents de Police français requis, procédaient aussi à 22 arrestations à Soissons et à Villers-Cotterêts, dont le secrétaire général de la mairie de Soissons, Dufour, et Hubert Regnier, adjoint au maire de Villers-Cotterêts, ainsi qu'Henri-Clotaire Descamps, Emile Louys, Daniel Douay, André Meurgue, Jean Vogel...

À Paris, Versailles, Courbevoie, Soissons et Villers-Cotterêts, Compiègne les groupes «La Vérité française» sont ainsi décapités. Au total, plus de cent trente interpellations eurent lieu le même jour. Les arrestations se poursuivront jusqu'au 22 décembre 1941. Les inculpés seront regroupés à la prison de Fresnes dans l'attente de leur procès, qui se déroulera du 15 avril au 30 mai 1942 au Tribunal militaire allemand du «Grand Paris», 11 bis rue Boissy-d'Anglas, devant lequel des avocats français ne purent plaider, les défenseurs allemands étant désignés d'office.

Douze condamnations à mort furent prononcées le 30 mai contre Roland Coqueugnot, Henri Descamps, Daniel Douay, Joseph Guilhaire, Julien Lafaye, Jean de Launoy, Emile Louys, Louis Mandin, André Meurgue, Maurice Moreau, Pierre Stumm, Jean Vogel. Il y eut dix-huit peines de déportation en Allemagne – une vingtaine d'autres interventions plus tard – ainsi que de lourdes peines de prison (Ernest Massip à 8 ans, Louis Leseigneur à 7 ans, Roger Pincet à 6 ans, Georges Holstein à cinq ans, Mme Vogel à deux ans, le père Chenaud à 15 mois...).

Une dizaine parmi les prévenus bénéficièrent, en faisant référence à leur notabilité, leur engagement très à droite (PSF) voire d'extrême-droite dans l'entre-deux guerres et à leur anticommunisme, d'in-

terventions en leur faveur de personnalités... du régime pétainiste et de la collaboration : Pétain lui-même intervint en faveur des religieux poursuivis, et, conjointement à Laval et au préfet de Seine-et-Oise, de Julien Lafaye, ainsi qu'avec de Brinon, en faveur d'Henri-Clotaire Descamps, argumentant qu'il aurait, en tant que commandant de la gendarmerie de Soissons, mené jusqu'à la fin septembre 1941 la répression anticommuniste...

Le résultat de ces interventions fut... limité : Roland Coqueugnot, Daniel Douay, Jean de Launoy, Emile Louys, Pierre Stumm et Jean Vogel furent fusillés le 27 octobre 1942 au Stand de tir de Balard dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

Henri Descamps, le père Joseph Guilhaire, Julien Lafaye, Louis Mandin, André Meurgue et Maurice Moreau, ayant vu leur peine capitale suspendue, avaient été déportés en Allemagne le 14 septembre précédent. Après des incarcérations « NN », notamment dans les prisons de Karlsruhe, Rheinbach et Sonnenburg, ils furent guillotins le 5 décembre 1942 à la Prison de Brandenburg-Görden. Julien Lafaye et Raymond Guët décéderont le 15 mai 1944 au bagne de Sonnenburg, où était décédé le 3 janvier précédent Maurice Dutheil de la Rochère (arrêté par la Geheime Feldpolizei le 3 juillet 1941 et déporté en Allemagne le 8 juin 1942).

Louis Mandin sera battu à mort le 28 juin 1943, le père Rémi Chenaud, condamné à 5 mois de prison, sera finalement déporté « NN » et mourra le 15 juillet 1943, Paul Hauet, arrêté le 15 janvier 1944, déporté le 28 juillet suivant, mourra au camp de Neuengamme le 3 janvier 1945, Ernest Massip décèdera à Buchenwald le 12 mars 1945, Marie-Louise Mandin mourra à Bergen-Belsen en avril 1945, Roger Pincet, Louis Dufour, Leseigneur ne revinrent pas...

Dans son dernier numéro clandestin – toujours ronéotypé – d'octobre 1941, d'avant les arrestations «La Vérité française», publie sous la signature de «F.T. Nel» (Julien Lafaye) «Le chant des amateurs de la Flamme», un poème de 14 quatrains, le premier étant :

«Chantez le nom qui plein de ciel

Donne deux ailes à la Gaule

Où vacillait une seule ! !

Vive de Gaulle ! »

<sup>6</sup> Après-guerre, ayant fui, Jacques Desoubrie, qui aura contribué à l'arrestation par les nazis d'un millier de personnes, sera arrêté en Allemagne par les troupes amé-

ricaines le 10 mars 1947, et remis aux autorités françaises. Son jugement se tint en juillet 1949, condamné à mort pour intelligence avec l'ennemi, il sera exécuté au fort de Montrouge le 20 décembre 1949.

## L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

À partir de 1938 (Anschluss et Sudètes), les nazis allemands et leurs alliés vont occuper une douzaine de pays européens, y installant directement ou avec le concours de fascistes locaux de sanglantes dictatures.

Dès les premiers jours d'occupation naissent de premiers réseaux de Résistance, de propagande, de renseignement, d'évasion. Puis, viendra l'heure de la lutte armée sous forme de petits groupes urbains, ainsi que, dans les régions rurales, forestières et montagneuses, à partir de 1942-1943 sous forme de petits maquis qui, pour certains, pourront connaître d'importants développements ultérieurs (Balkans, France...).

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939 au matin, depuis ses frontières nord, ouest et sud, la Pologne fut envahie par la *Wehrmacht*, l'armée du Reich hitlérien, tandis que son aviation, la *Luftwaffe*, bombardait les aérodromes, les concentrations de troupes mais aussi des cités du pays dont, dès le 1<sup>er</sup> jour, la capitale Varsovie.

Cette agression entraîna l'entrée en guerre le 3 septembre de la Grande-Bretagne et de la France au côté de la Pologne ; ce qui se traduit, le 7 septembre par le début d'une offensive française dans la Sarre, pénétrant jusqu'au 13 septembre de 8 km en territoire allemand, avant de s'arrêter et d'entamer, à partir du 21 septembre et jusqu'au 17 octobre, un repli en territoire français, sur la ligne Maginot.

En Pologne, l'offensive nazie va, malgré leur résistance acharnée, surclasser les forces polonaises tant en effectifs qu'en matériel. Cracovie, au sud du pays, sera prise dès le 6 septembre.

Le 18 septembre, à l'est, la forteresse de Brest-Litovsk capitule. Depuis la veille, le gouvernement soviétique ayant estimé que l'Etat polonais n'existe plus de facto, et conformément aux clauses secrètes du Pacte germano-soviétique, l'Armée rouge entre dans les provinces orientales de la Pologne, majoritairement peuplées de Biélorusses et d'Ukrainiens ; le 22 septembre, Lvov se rend aux Soviétiques, qui occuperont et annexeront 200 000 km<sup>2</sup> de territoire polonais.

Le 28 septembre, la capitale Varsovie capitule à 13h15, les Allemands y faisant 120 000 prisonniers. 4 divisions encerclées depuis le 13 septembre dans la ville de Modlin, un des derniers bastions de la Résistance polonaise, se rendent. Le gouvernement, démissionnaire, et une partie de l'armée polonaise se réfugient en Roumanie, où ils seront un temps internés.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Avant d'être évacués par la marine roumaine et la Royal Navy vers l'Égypte et le Liban sous contrôle français, puis de là vers la France où – jusqu'à la défaite française de juin 1940 – le Gouvernement polonais

## SOUS LA BOTTE NAZIE

La défaite militaire totale des forces armées de la Pologne et le départ en exil de son gouvernement vont conduire à la disparition administrative de l'Etat polonais, dont plusieurs régions vont être annexées au Reich.

Ainsi, de petites parties de son territoire sont intégrées aux *Gaue*<sup>2</sup> préexistants dans le Reich, ceux de Prusse-Orientale et de Silésie ; et deux nouveaux *Reichsgaue* sont créés le 1<sup>er</sup> novembre 1939 : ceux de *Danzig-Westpreussen* (ancienne ville libre de Danzig et couloir de Danzig) et de *Posen/Wartheland* (Posnanie), le plus vaste, et uniquement composé de territoires de l'ouest polonais.

La partie centrale du territoire polonais, forme le «Gouvernement Général de Pologne» (*Generalgouvernement Polen*), subdivisé en 4 districts : ceux de Varsovie, Krakow (Krakau, Cracovie), Lublin et Radom ; avec une population de 10 millions d'habitants sur 94 000 km<sup>2</sup>. A partir de l'été 1941, avec le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, (offensive nazie contre l'URSS) et la conquête allemande de la Galicie ukrainienne<sup>3</sup>, un cinquième district est formé, celui de Lemberg (Lwów, Lviv).

À partir du 26 octobre 1939, Hans Frank, un avocat de 40 ans, membre depuis 1923 du parti nazi dont il a été le défenseur dans 2 400 procès, et celui d'Hitler dans une quarantaine d'affaires

s'établit au château de Pignerolle près d'Angers, et où est formée une armée polonaise de 85 000 hommes.

<sup>2</sup> Gau : région administrative ayant à sa tête un gauleiter.

<sup>3</sup> 570 000 Juifs vivent dans le district lors de son annexion par le Reich.

Il faudra attendre les dernières années de la guerre pour qu'aient lieu des soulèvements populaires d'importance en milieu urbain. Le dernier sera l'insurrection de Prague du 5 au 8 mai 1945, il y aura eu précédemment l'insurrection de Varsovie, du 1<sup>er</sup> août au 2 octobre 1944, celle de Paris du 19 au 25 août 1944, parallèlement au Soulèvement national Slovaque (SNP).

Mais le premier soulèvement armé antinazi en milieu urbain fut celui de la population du Ghetto de Varsovie, du 19 avril au 16 mai 1943. Opposant à la barbarie antisémite des SS nazis le sacrifice héroïque de femmes et d'hommes la refusant, leur combat a pris dans l'Histoire une place d'honneur, exemplaire, inoubliable.



La Pologne après son démembrement en 1939 : en jaune, les territoires annexés au Reich, en vert, celui du Gouvernement général. À l'Est de la ligne rouge, les territoires annexés à l'URSS en 1939 et conquis par les nazis en juillet 1941 (Opération Barbarossa).

(il fut ministre de la Justice de Bavière en 1933, ministre sans portefeuille du Reich de 1934 à 1939), est placé à la tête de l'administration du «Gouvernement général», installée à Cracovie qui en devient la capitale. Directement subordonnés à Hitler, Frank et son administration civile ne sont cependant pas compétents en matière de maintien de l'ordre, prérogative confiée à Himmler.

<sup>4</sup> En 1939, la population juive de Pologne est estimée à 3,5 millions de personnes.

Les territoires polonais annexés au Reich – et plus encore ceux du «Gouvernement général» – vont voir rapidement appliquer à leurs populations les objectifs nazis d'expansion colonisatrice, de germanisation des populations à l'«aryanité» jugée assimilable et de persécutions racistes à l'encontre des Juifs<sup>4</sup>, des Tziganes...

Un premier camp de concentration, celui de Stutthof, est ouvert dès le 2 septembre 1939 sur le territoire de la ville libre de Dantzig, occupé la veille par la Wehrmacht et qui sera annexé au Reich par décret du 8 octobre 1939 applicable au 1<sup>er</sup> novembre suivant.

La mise en place d'un premier *Judenrat* («Conseil juif») est imposée par l'administration nazie à Varsovie dès le 7 octobre 1939, le premier ghetto est formé le 8 octobre à Piotrków Trybunalski<sup>5</sup>, au sud de Lodz, et le 24 octobre, les Juifs de Wloclawek (petite ville du Gau de Wartheland) – ils sont une dizaine de milliers – sont les premiers d'Europe occupée à être obligés de porter un triangle jaune sur leurs vêtements. Ceux de Varsovie âgés de plus de 10 ans devront, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1939, porter une étoile de David bleue de 10 cm.

Trois mesures ayant pour objectif de séparer – y compris sur le plan de l'habitat – la population juive – 1,2 million de personnes dans le «Gouvernement général», 3,3 millions pour toute la Pologne en 1939 – de l'ensemble de la population polonaise, afin de faciliter la spoliation de ses biens, avant de conduire à son extermination finale.

D'octobre 1939, avec la création du Ghetto de Piotrków, qui regroupera jusqu'à 25 000 personnes, jusqu'à celles en octobre 1942 des ghettos de Dabrowa Tarnowski (3 000 personnes), Lubaczow (7 000) et de Sosnowiec (12 000), ce sont plus de 278 Ghettos de tailles différentes (de quelques centaines de personnes à plus de 50 000) qui seront créés sur le territoire polonais (frontières de 1939) pour des périodes plus ou moins longues.

Les plus importants seront ceux de Varsovie, dont la mise place débuta en octobre 1940 et qui regroupera jusqu'à 460 000 personnes, ceux de Lodz, (formé le 8 février 1940), 160 000 à 200 000 ; Lwow (Lviv, formé de juin à novembre 1941) : 115 000 à 160 000 ;

Czestochowa (9 avril 1941) : 48 000, Bialystok (26 juillet 1941) : 40 000 à 50 000 ; Tarnow (mars 1941) : 40 000 ; Lublin (24 mars 1941) : 30 000 à 40 000 ; Radom (mars 1941) : 30 000 à 32 000 ; Vilnius<sup>6</sup> (Vilno, septembre 1941) : 30 000 à 80 000 ; Krakow (mars 1941) : de 20 000 à 45 000.

## LE GHETTO DE VARSOVIE

Dès leur entrée en Pologne, des troupes allemandes se sont signalées par des exactions – y compris meurtres – à l'encontre de Juifs dans les cités conquises, par de premières mesures discriminantes (obligation du port à partir de 12 – voire 10 – ans d'un brassard blanc frappé d'une étoile de David bleue, identification des magasins «juifs...») et d'autres administratives, toujours visant à isoler les Juifs du reste de la population polonaise.

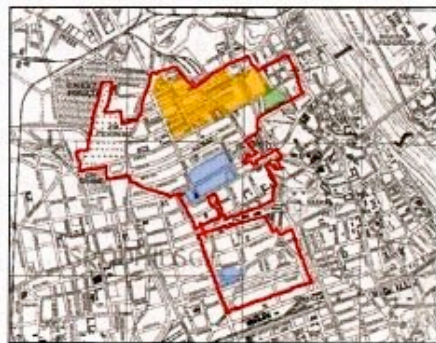
En octobre 1939, près de 360 000 Juifs habitent Varsovie, plus de 100 000 autres dans les petites villes de banlieue et de la région.

Le président de la communauté religieuse juive, Maurycy Mayzel, ayant quitté la capitale dès le 6 septembre 1939, Stefan Starzynski<sup>7</sup>, le maire de Varsovie, a nommé le 23 septembre pour lui succéder Adam Czerniakow, un ingénieur chimiste de 59 ans, ancien conseiller municipal et président de l'association des artisans juifs ; il restera à son poste le 29 septembre, à l'arrivée dans la ville des Allemands.



Réunion du Judenrat, au centre Adam Czerniakow.

Lesquels lui enjoignent de constituer sous sa présidence – et leur contrôle – un *Judenrat* (Conseil juif) composé de 24 notables<sup>8</sup> et qui sera chargé de gérer les affaires de la communauté juive<sup>9</sup> (hygiène, santé, éducation, approvisionnements, gestion de la prison créée à l'été 1941, lutte contre la criminalité...), d'appliquer leurs exigences en matière de maintien de l'ordre, de travail forcé, d'imposition, de réquisitions, de confiscations...



Pour l'heure, le 2 octobre 1940, un avis placardé dans les rues de Varsovie enjoint aux Juifs de la ville de se rassembler dans un quartier du centre de la ville, lequel, sur 307 hectares, va devenir ainsi le plus vaste Ghetto de l'Europe occupée par les nazis, leur prédisant le 12 octobre qu'ils ont jusqu'à la fin du mois pour y déménager : plus de 110 000 non-Juifs ont l'obligation de quitter le secteur alloué au Ghetto que 138 000 Juifs doivent dans l'urgence et sous la menace rejoindre<sup>10</sup>. De fait, l'échéance du 12 octobre sera reportée au 15 novembre.

Le Ghetto ainsi formé (subdivisé en un «Grand Ghetto» et un «Petit Ghetto», reliés par un pont de bois surplombant la rue les séparant) que les Allemands font entourer sur 18 km d'un mur d'enceinte de trois mètres de haut et qu'ils caractérisent comme «zone d'épidémie» puis ultérieurement comme «zone de contagion», devient à partir du 16 novembre un territoire fermé qu'il est interdit de quitter sans laissez-passer spéciaux<sup>11</sup>, aux accès – 22 portes – étroitement contrôlés par la police allemande, la gendarmerie polonaise et par un *Jüdischer Ordnungsdienst* («Service d'ordre juif»), communément appelé «Police juive», mis en place à cette fin entre septembre et novembre 1940, prenant la suite d'un «Service de sécurité du bataillon du travail» créé dès décembre 1939.

Cette «Police juive» est théoriquement placée sous l'autorité du *Judenrat*, mais de fait sous celle des Allemands : administration nazie, supplétifs polonais de la «Police bleue» (*policia granatowa*, S.S...); elle comptera jusqu'à 2 300 membres. Outre des fonctions classiques de police, elle aura, sa corruption et sa violence suscitant l'hostilité de la population, à faire appliquer les directives du *Judenrat*, relayant souvent les exigences des Alle-

<sup>4</sup> Il sera liquidé du 14 au 29 octobre 1942, sa population étant dans sa quasi-totalité (de 20 000 à 25 000 personnes sur environ 28 000) déportée au camp d'extermination de Treblinka.

<sup>6</sup> Dans l'Empire tsariste jusqu'en 1917, polonaise jusqu'en septembre 1939, rattachée et intégrée à la République soviétique lituanienne de juillet 1940 à juillet 1941, occupée par la Wehrmacht de juillet 1941 à juillet 1944 et située dans le Reichskommissariat Ostland de l'occupant nazi, dans la République socialiste soviétique de Lituanie au sein de l'URSS de 1944 à 1991, Vilnius est aujourd'hui la capitale de la République de Lituanie membre de l'Union européenne.

<sup>7</sup> Arrêté par les Allemands à l'Hôtel-de-ville le 27 octobre, il sera emprisonné et assassiné par la Gestapo entre le 21 et le 23 décembre 1939.

<sup>8</sup> Parmi ses 24 membres : des Présidents d'Associations professionnelles, cantatives, 2 rabbins, un juge, un avocat, un journaliste...

<sup>9</sup> Selon une liste dressée le 28 octobre 1939, il y avait alors à Varsovie 359.827 Juifs.

<sup>10</sup> Notons la présence dans la population juive du Ghetto de 2 000 convertis à la religion catholique, pour l'essentiel regroupés dans le «Petit Ghetto», autour de l'«Eglise de tous les Saints», où la dernière messe – les prêtres bénéficiant d'un laissez-passer – fut célébrée le 9 juillet 1942. Les Juifs catholiques vont être inclus par les nazis dans les premiers convois de déportés, en septembre 1942, à Treblinka.

<sup>11</sup> Cartons jaunes pour les Allemands et Polonais, cartons jaunes avec bande bleue pour les Juifs.

mands, y compris en matière de déportation de masse<sup>12</sup>, et à surveiller les accès du Ghetto<sup>13</sup>... Où les conditions de vie vont être effroyables.

À l'été 1940, 107 000 Juifs de Varsovie de 13 à 59 ans sont contraints au travail forcé jusqu'à 10 à 12 heures par jour – l'esclavage d'une main-d'œuvre quasi-gratuite – par les Allemands dans des ateliers qu'ils ouvrent dans le Ghetto, ou dans des entreprises extérieures<sup>14</sup>.

La population du Ghetto atteindra 460 000 habitants en juin 1941, la surpopulation initiale (128 000 personnes au km<sup>2</sup>, de 7 à 12 personnes par pièce dans les premiers temps<sup>15</sup>) s'étant accrue par le transfert dans le Ghetto de Varsovie de plus de 50 000 personnes depuis une quinzaine de petits ghettos des cités périphériques de la capitale.

La population du Ghetto, soumise à la brutalité de l'occupant – 24 Juifs sont fusillés en novembre et décembre 1941, 52 autres le seront dans la nuit du 17 au 18 avril 1942 suite à une distribution de journaux clandestins, des dizaines d'autres sont abattus dans la nuit du 8 au 9 juin 1942 – aura des conditions d'existence atroces : dramatique sous-alimentation<sup>16</sup>, pénurie de combustibles, distribution d'eau et d'électricité défectueuses, service de santé manquant de tout...

Mais, malgré les assassinats ciblés qui s'y ajoutent, les effets de la famine et le froid ne seront cependant pas assez meurtriers pour les dirigeants nazis, qui ont abandonné début 1942 leurs velléités de transplantation de la population juive à l'Est ou à... Madagascar

Le 20 janvier 1942, une conférence a réuni dans villa Marlier à Wannsee, quartier de Berlin, sous la présidence de Reinhard Heydrich, adjoint d'Himmler et directeur du «Bureau central de



**Atroce spectacle : cadavres d'enfants morts de faim.**

sécurité du Reich» (RHSA), quinze hauts responsables du III<sup>e</sup> Reich, délégués des ministères, du parti nazi ou de la S.S., dont Adolf Eichmann, Heinrich Müller, chef de la Gestapo... : y a été décidée la «Solution finale de la question juive», c'est-à-dire l'extermination de la population juive, en premier lieu en Europe<sup>17</sup>.

## LA «GRANDE ACTION»

De fait, la conférence de Wannsee a décidé la généralisation d'une politique génocidaire dont la mise en œuvre a déjà commencé sur le territoire polonais dans le Gau de Wartheland annexé au Reich, avec l'ouverture à 60 km de Lodz en décembre 1941 du camp d'extermination de Chelmno, dont les premières victimes furent les Juifs de la bourgade de Kolo, assassinés par les gaz d'échappement redirigés dans les compartiments arrière de camions aménagés à cette fin meurtrière. Puis furent ainsi tués les Juifs des alentours et du canton de Lodz. Des informations sur ces crimes arrivèrent dès janvier 1941 jusqu'au Ghetto de Varsovie.

En octobre 1941, dans le «Gouvernement Général», est ouvert, suite à une visite d'Himmler à Lublin en juillet précédent, le *Konzentrationslager Lublin* (KL Lublin), plus connu sous le nom de **Majdanek** ou **Maïdanek**.

Et, en novembre 1941 va être aussi créé, à 80 km au nord-est de Varsovie, au village de Treblinka, un camp de travail forcé pour des Juifs et des Polonais ayant «violé la discipline du travail». Il prendra le nom de **Treblinka** puis de «Treblinka I» ; car il y aura bientôt ce «Treblinka II», dont les travaux de construction commencés à la fin du mois de mai 1942, se termineront début juillet suivant.

Entretemps, le 4 juin 1942, dans le «Protectorat» voisin de Bohême-Moravie<sup>18</sup>, des Résistants tchèques, parachutés depuis Londres, exécutèrent à Prague le vice-«Reichprotektor» Rein-

hard Heydrich, par ailleurs chef du (RSHA) et promoteur de la «solution finale», dont la mise œuvre ne fut pas entravée par sa mort<sup>19</sup>, et dont le nom va être donné à l'un de ses pires développements.

L'«**Aktion Reinhard**», dont le siège est installé à Maïdanek et qui débute en mars 1942 sous la direction d'Odilo Globocnik<sup>20</sup>, va être l'extermination entre mars 1942 et octobre 1943 d'environ 1 600 000 Juifs et de 50 000 Roms des cinq districts du «Gouvernement général», dans des centres d'extermination édifiés à cette fin : **Belzec**, dont la construction avait débuté le 1<sup>er</sup> novembre 1941, **Sobibór**, dont la construction commencée en mars 1942 se prolongea sur plusieurs mois et où le premier convoi de déportés arriva le 7 ou 8 mai 1942, seul le gros-œuvre – dont les chambres à gaz – y étant alors terminé.

Mais c'est **Treblinka II** qui va être le principal lieu d'assassinat de la population du Ghetto de Varsovie, entrant en activité le 23 juillet 1942 pour recevoir les premiers transports provenant du Ghetto.

Nommé en mai 1941 Commissaire allemand pour le quartier juif de Varsovie, Heinz Auerswald va dans les mois qui vont suivre modifier les limites du Ghetto de façon à en réduire la surface – ce qui oblige des milliers de personnes à rejoindre des appartements surpeuplés – et à faciliter son isolement. Des changements de limites qui vont s'étaler jusqu'en juin 1942, et qui de fait ont eu pour but de préparer une évolution dramatique pour la population du Ghetto, s'inscrivant dans le cadre de l'«**Aktion Reinhard**».

Ainsi le 22 juillet 1942 à 10 h du matin, Hermann Höfle, chef de l'état-major spécial de l'«**Aktion Reinhard**», informe le président du *Judenrat*, Adam Czerniaków, du début des «réinstallations à l'Est» devant concerner, à une cadence de 6 000 à 8 000 personnes par jour, la quasi-totalité de la population du Ghetto, estimée en juillet 1942 à environ 380 000 personnes ; seuls devant être exemptés de «réinstallation» les employés d'entreprises allemandes, les membres du *Judenrat*, de la Police juive, de l'hôpital, et leurs familles et de quelques autres structures en nombre limité ; ces exemptions accordées initialement n'offriront au fil des jours que de moins en moins de garanties.

<sup>12</sup> Né du démembrement de la Tchécoslovaquie en mars 1939 et de de l'occupation des Régions tchèques par la Wehrmacht nazie.

<sup>13</sup> 51 548 enfants vivaient dans le Ghetto de Varsovie avant le début des déportations, ils ne seront plus que 498 en novembre 1942...

<sup>14</sup> Agé de 38 ans en 1942, nazi autrichien depuis 1922. Entré dans la S.S. en 1935, il devient en mai 1938 après l'Anschluss, Gauleiter du Bas-Danube (Vienne).

<sup>17</sup> Fut décidée à Wannsee la déportation en vue de leur extermination des communautés juives de tous les pays d'Europe occupée. Ce sera l'«Opération «Vent printanier», qui se traduira en France par la «Rafle du Vel d'Hiv».

<sup>12</sup> Cette «police juive», dont les membres reçoivent des privilèges et des avantages matériels, ainsi que des assurances – qui vont s'avérer illusoire – pour eux et leurs familles les protégeant des déportations, va se faire l'auxiliaire de la liquidation programmée du Ghetto. Son dirigeant Jakub Lejkin, qui prit à l'été 1942 une grande part à la «Grande action» de déportation vers le camp d'extermination de Treblinka, fut abattu le 29 octobre 1942 par un Résistant de l'O.J.C. (Z.O.B.).

<sup>13</sup> En janvier 1941, une sortie non autorisée du Ghetto est passible d'une amende de 1 000 zlotys et de 3 mois de prison, en octobre 1941... de la peine de mort.

<sup>14</sup> Le conglomérat textile allemand Többsens and Schultz emploiera jusqu'à 18 000 personnes dans le Ghetto à la fabrication d'uniformes, de vêtements allemands, de chaussures. Walther C. Többsens (de Hambourg), arrêté en 1945 par les Américains, s'évadera et s'installera en Bavière où il fondera une nouvelle entreprise, révélant son identité en 1952.

<sup>15</sup> Une densité triple de celles des actuelles villes les plus denses du monde (Dacca, Le Caire, Manille...)

<sup>16</sup> La ration quotidienne d'un Allemand de Varsovie est de 2613 calories, elle est de 699 pour un Polonais, et de... 184 calories pour un Juif du Ghetto ! Fréquentées par 65% de la population, les cantines gratuites mises en place par les structures de solidarité du Ghetto – telle le CENTOS (Centrale Towarzystwo Opieki nad Sierotami, «Société centrale pour le soin des orphelins»), il y a 24 000 orphelins, ou la *Zydowska Samopomoc Społeczna* (ZSS) – distribueront quotidiennement jusqu'à 100 000 repas.

## «GROSSAKTION WARSAU»

C'est le début de la «Grossaktion Warschau» (la «Grande action Varsovie», laquelle s'inscrit dans le cadre de l'«Aktion Reinhard» et qui, pendant huit semaines, va conduire à la déportation de 6 000 à 8 000 personnes par jour, rafles dans leurs lieux d'habitation ou de travail et que les membres de la «Police juive» vont avoir à rassembler chaque jour et à entasser sur l'«Umschlagplatz»<sup>21</sup> du Ghetto, avant leur transfert par train à Treblinka.

Ayant échoué dans ses efforts pour faire exempter de la déportation plusieurs autres catégories de population, en premier lieu les orphelins de l'orphelinat «Janusz-Korzak»<sup>22</sup>, le président du *Judenrat*, Adam Czerniakow, se suicide le 23 juillet 1942 en avalant une capsule de cyanure<sup>23</sup>. «Je ne peux supporter plus longtemps tout ce qu'il arrive, ils exigent que je tue les enfants de mon peuple de mes propres mains ; je n'ai d'autre choix que de mourir» écrira-t-il dans une dernière lettre à sa femme, qui survivra.

Dans les jours qui suivent, les rafles – appelées «blocus» – menées brutalement par la «Police juive» et par les Allemands qu'accompagnent des supplétifs lituaniens et ukrainiens, vont se succéder quartier par quartier, immeuble par immeuble. Parallèlement, près de 10 000 personnes seront exécutées sur place, dans les rues ou les immeubles du Ghetto.

Durant cette période de «Grande action Varsovie», une réaction forte de la Résistance fut hypothéquée par le manque d'armes et le fait que, tant dans la population du Ghetto – dont une partie pouvait croire encore au mythe de la «réinstallation de travail à l'Est» – qu'au sein même de d'organisations de la Résistance s'exprimait la crainte qu'une opposition directe aux mesures allemandes n'entraîne de fait une accélération et accentuation des déportations, des exécutions sur place.

Pour autant, il y eut, même de manière limitée, des actions de Résistance : telles des distributions de tracts et, le 21 août, Izraël Kanak tenta d'abattre le commandant de la «Police juive» (ZSP) Josef Szerynski<sup>24</sup> ; ce même 21 août, l'«Organisation Juive de Combat» (ZOB, voir ci-dessous) reçut du Parti ouvrier polonais (PPR voir ci-après) une petite cargaison d'armes (essentiellement des pistolets).

La veille, 20 août 1942, tous les habitants du «Petit Ghetto» avaient dû abandonner leurs logements avant 18 heures pour se concentrer dans les espaces libérés par les déportations déjà opérées dans le «Grand Ghetto» ; et qui vont continuer.

Le dépassement des capacités meurtrières de Treblinka, de par l'importance des convois de déportés en provenance du Ghetto – auxquels s'en ajoutent d'autres venant du reste de l'Europe occupée – va conduire dès le 28 août à l'arrêt provisoire jusqu'au 3 septembre 1942 des convois en provenance du Ghetto de Varsovie ; afin de prendre le temps nécessaire à l'adaptation des installations de mise à mort portées de 3 à 6 chambres à gaz. Durant cette période, les nazis font exécuter à Treblinka les Juifs ayant participé à l'enterrement des corps des victimes des convois précédents...

La mise en œuvre de la «Grande Aktion» reprendra le 3 septembre, et son étape finale se déroulera jusqu'au 11 : les nazis rassemblent environ cent mille habitants du Ghetto dans deux zones appelées le «chaudron de la rue Miła» ou le «chaudron de la rue Niska» ; en polonais : *kocioł na Miłej*, *kocioł na Niskiej*.

À l'issue d'une «sélection», 32 000 personnes – ce chiffre sera étendu à 35 639 – sont autorisées à rester dans le Ghetto, 2 648 sont fusillées sur place et 54 269 sont déportées à Treblinka. Officiellement, la «Grande action» se conclura le 21 septembre 1942, jour de la fête juive de «Yom Kippour». Le dernier transport envoyé ce jour à Treblinka sera de 2 196 personnes, comprenant – malgré les assurances de non-déportation leur ayant été données – près de 85% des membres de la «Police juive» – réduite de 2 400 à 380 membres – et leurs familles.

Après deux mois d'activité de Treblinka, plus de 254 000 hommes, femmes et enfants du Ghetto de Varsovie, ainsi que 112 000 Juifs en provenance d'autres localités du district de Varsovie, y auront été assassinés.

36 000 personnes – parmi lesquelles 26 000 travaillent pour des entreprises allemandes – sont donc autorisées à rester dans le Ghetto, dont l'étendue va être réduite aux terrains occupés par des usines travaillant pour les Alle-

mands et à six zones isolées les unes des autres, formant le «Resgetto» («Ghetto Résiduel»). À ces «légaux», il faut joindre 25 000 à 30 000 sans permis de travail, parfois appelés «sauvages», ayant réussi à se cacher pendant la «Grande action».

En août 1942, à peine un mois après le déclenchement de la «Grande action», de premiers fugitifs de Treblinka vont arriver à Varsovie : leurs dires démentent l'argument des nazis inscrivant les déportations en cours dans le cadre d'une «réinstallation à l'Est» des populations juives : alors que la réalité est qu'elles sont une étape de leur extermination programmée.

Ils confirment d'autres informations – n'ayant pas toujours été crues initialement car relatant l'inimaginable – arrivées dans le Ghetto depuis l'été et l'automne 1941 concernant des crimes de masse contre les Juifs commis par les nazis dans les territoires soviétiques conquis dans le cadre de l'«Opération Barbarossa» en cours depuis le 21 juin 1941.

Ainsi, en octobre 1941, des contacts avaient pu être établis avec la communauté juive – environ 50 000 personnes) de Vilnius, ville de 220 000 habitants conquise dès le 24 juin 1941 par la Wehrmacht accompagnée d'un *Einsatzkommando* de l'*Einsatzgruppe b*, chargé de la répression antisémite violente et qui entra immédiatement en action : du 14 juillet 1941 à la fin de l'été, les occupants nazis et des collaborateurs lituaniens tuèrent – notamment dans la forêt de Ponary proche – plus de 21 000 Juifs vivant à Vilnius.



Szlama Ber Winer.

Dans la première quinzaine de février 1942, Szlama Ber Winer échappé le 19 janvier du camp d'extermination de Chelmno où il avait été interné le 3 janvier et affecté au *sonderkommando* chargé d'enlever les cadavres des Juifs assassinés dans des camions à gaz, arrive au ghetto de Varsovie, où – sous le nom de Grojanowski/Grojanowski – son témoignage sur les massacres de Chelmno y est recueilli par l'organisation *Oneg Shabbat*<sup>25</sup>.

Fin juin 1942 arriveront aussi au Ghetto de premières informations sur les exterminations de masse au camp de Sobibor à 250 km de Varsovie.

<sup>24</sup> Izraël Kanak, membre de l'organisation sioniste Akiba, infiltré dans la «Police juive», blessa grièvement son chef Josef Szerynski. Commandant des Combattants de l'O.J.C. dans le Ghetto central en avril 1943 lors du soulèvement du Ghetto, Izraël Kanak en sera évacué le 6 mai par la Résistance polonaise. Arrêté par la suite par les Allemands, il sera assassiné à Auschwitz. Josef Szerynski, à la tête depuis le 9 novembre 1940 de «Police juive», et à ce titre coresponsable des persécutions contre la population du Ghetto, condamné à mort par la Résistance, surviva à l'attentat. Il se suicida par absorption de cyanure le 24 janvier 1943 lors de la reprise des déportations vers Treblinka.

<sup>21</sup> «Place du Transbordement».

<sup>22</sup> Dans chaque immeuble, 10 à 15% des habitants sont des orphelins d'un ou deux parents.

<sup>23</sup> Il est remplacé par son adjoint l'ingénieur Marek Lichtenbaum, qui sera abattu par les Allemands le 23 avril 1943 au début du soulèvement du Ghetto de Varsovie.

## LA RESISTANCE S'ORGANISE...

Les premières formes de résistance vont manifester une volonté de la population juive internée dans le Ghetto de préserver tant que se pourra sa vie sociale, culturelle, religieuse mise à mal par cet enfermement et les interdits nazis qui se multiplient. Ainsi, il y aura la mise en place de l'enseignement en polonais, yiddish et hébreu, de manifestations artistiques tels des concerts, de structures de solidarité. Pour autant, la Résistance va s'organiser aussi sur le plan politique puis militaire.

Dans l'Entre-deux guerres, comme dans les autres composantes de la population polonaise, divers courants de pensée politiques, philosophiques, religieux coexistèrent et parfois s'affrontèrent dans la communauté juive polonaise, à partir de principes et objectifs différents, où conséquemment aux répercussions en Pologne d'événements internationaux, telle la récente et toute proche Révolution bolchevique. Ils inspirèrent un nombre conséquent d'organisations, partis, mouvements, associations...

Nombre de ces structures, contraintes à la clandestinité, persisteront en Pologne occupée après septembre 1939, notamment dans le «Gouvernement général» mis en place par les occupants nazis en Pologne centrale, avec pour capitale Cracovie ; et dans lequel ils installeront, à Varsovie, le plus grand Ghetto d'Europe.

Les persécutions meurtrières à l'encontre de la population juive dès les premiers jours de l'Occupation nazie, l'accentuation de la répression policière, les mesures annoncées en 1942 de liquidation programmée du Ghetto de Varsovie par le transfert de sa population à Treblinka, conjointement à l'arrivée au Ghetto d'informations concor-

dantes, venant d'autres lieux du Gouvernement général ou proches, quant à la mise en œuvre d'une politique génocidaire généralisée, ce qu'illustre la multiplication de massacres de civils et l'ouverture des premiers camps d'extermination (Chelmno, Belzec, Sobibor, Majdanek, Treblinka, ), vont conduire ces structures à la Résistance, et à en faire naître d'autres ; ainsi que les inciter à dépasser non sans mal leurs différences ou contradictions – ne serait-ce qu'en ce qui concerne les formes et la temporalité de la lutte de Résistance – afin de coordonner leur action.

Le **Bund**, c'est-à-dire l'«**Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie**» (en yiddish : «*algemeyner yidisher arbeter bund in Lite, Poyln un Rusland*»), mouvement socialiste juif laïc identitaire yiddishisant fondé en septembre 1897 à Vilnius en Lituanie, alors dans l'Empire russe tsariste, est l'une des plus anciennes de ces structures. Hostile au sionisme, le *Bund* se rapprochera du «Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie», participera à la Révolution de 1905 dans l'Empire russe, tentera sans succès d'adhérer à l'Internationale communiste après la Révolution bolchevique d'octobre 1917 ; une fraction formera le «*Kombund*» avant de rejoindre le Parti communiste.

Entre les deux guerres, l'influence du *Bund* croîtra dans la population juive polonaise. Lors des élections municipales de janvier 1939, 17 des 20 élus juifs du Conseil municipal de Varsovie sont membres du *Bund* polonais, dont le dirigeant est alors Samuel Zygielbojm<sup>26</sup>.

L'organisation de jeunesse «**Cukunft**», fondée en 1910, prit en 1916 le nom de «*Jugnt Bund Cukunft*». Gardant une autonomie organisationnelle, elle est liée au *Bund*, et publie «*Jugnt Weker*». De même, lui étant associé, existait un petit mouvement d'enfants, **Skif**<sup>27</sup>.

Marek Edelman, étudiant de 22 ans, affecté comme infirmier à l'*Umschlagplatz* du Ghetto, d'où partiront les convois de déportation, sera l'un des fondateurs de l'OJC(ZOB), représentant le *Bund* à son état-major. Après la mort le 8 mai de Mordechai Anielewicz lors du soulèvement du Ghetto, il en deviendra le commandant. À la tête de 220 combattants, il s'opposera durant trois semaines à 2 000 *Waffen SS*.

Seuls 40 d'entre eux – dont Marek Edelman – survivront, réussissant à fuir par les égouts. En 1944, il prendra part à l'insurrection de Varsovie et, la Libération venue et la Guerre terminée, il restera en Pologne où il est décédé à Varsovie le 2 octobre 2009.

Le *Bund* clandestin du Ghetto publiera notamment le «*Biuletyn*», la «*Yungt-Shtime*» («Voix de la Jeunesse»), «*Dos fraïé Wort*» («la Parole libre»)...

Le **Poale Tsion** («Travailleurs de Sion») est un parti marxiste et sioniste, né à l'origine en Palestine en 1905, et dont des sections se créèrent avant 1914 aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Pologne, en Russie, en Ukraine, en Autriche... Lors de la Première Guerre mondiale, il recruta pour la «Légion juive» combattant aux côtés des Alliés contre l'Empire ottoman, et milita pour la création d'un foyer juif en Palestine.

La Révolution bolchevique russe divisera le *Poale Zion* polonais entre une fraction de droite, le *Poale Zion Prawinca* (PZ-P), qui restera proche des socialistes de la 2<sup>e</sup> Internationale, plus nationaliste, penchant notamment pour l'usage de l'hébreu, et une fraction de gauche, le *Poale Zion Linke* (PZ-L), prônant le yiddish comme langue nationale juive, qui assistera aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste et dont l'aspiration à y adhérer se heurtera au principe de l'I.C., n'acceptant qu'un parti membre par pays.

Le «*Poale Zion-de gauche*» (PZ-L), ayant une réelle audience en Pologne, sera représenté au sein de l'état-major de l'«Organisation Juive de Combat» (OJC/ZOB) par Herz Berlinski.<sup>28</sup>

L'**Hashomer Hatzair**<sup>29</sup> («La Jeune Garde»), né en 1913, est un mouvement alliant scoutisme socialisme, sionisme, qui prend en 1924 une dimension mondiale (Groupes en Autriche, Galicie, Lituanie, Lettonie, Palestine, Pologne, Roumanie...)

L'*Hashomer* diffusera ses idées dans le Ghetto par une presse clandestine en yiddish, en hébreu et en polonais. Citons, notamment dès août 1940 «*Przeglad Rolniczy*» («Revue agricole»), puis «*Negued-Hazerem*» («Le Contrecourant»), en yiddish, hébreu et polonais), «*Jutzenia*» («L'Aurore»), «*Ofbroiz*» («Ferment»)...

Son principal animateur, Mordechai Anielewicz, né en 1919, ayant rejoint l'*Hashomer Hatzair*, avait été avec des

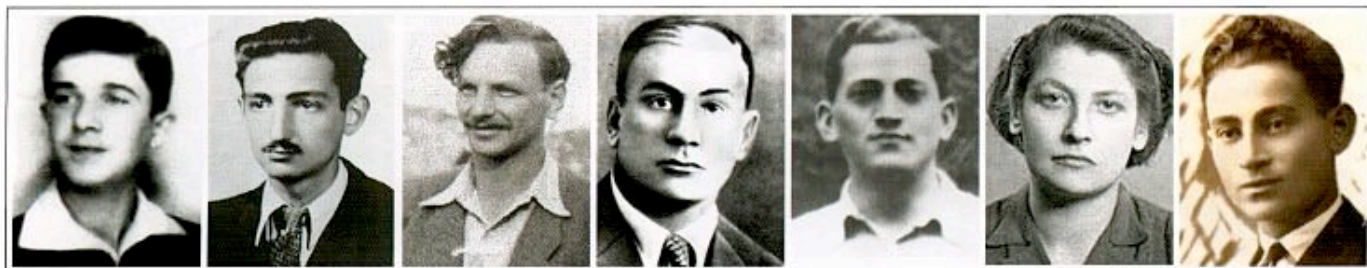
<sup>25</sup> *Oneg Shabbat* (littéralement «Allégresse du Shabat» ou «Plaisir du Samedi») : nom d'un groupe d'archivistes dirigé dans le Ghetto de Varsovie par l'historien Emanuel Ringelblum, regroupant à partir de septembre 1939 des historiens, des écrivains, des rabbins, des travailleurs sociaux, des journalistes..., se rencontrant chaque samedi pour discuter du progrès des collectes d'essais, journaux clandestins, journaux intimes, poèmes, dessins, affiches murales, tableaux, témoignages... décrivant la vie – et la mort – dans le ghetto. Le témoignage de Szlama Ber Winer (rapport Grojnowski), sorti du Ghetto par le canal de Résistants polonais, sera envoyé à Londres.

Les sachant menacées par le processus de liquidation du Ghetto, Ringelblum cachera les archives d'*Oneg Shabbat* dans trois bidons de lait et dix boîtes métalliques enterrées dans les caves de trois maisons différentes du Ghetto ; en septembre 1946, les dix boîtes métalliques sont retrouvées dans les ruines de Varsovie, deux des bidons de lait seront déterrés en décembre 1950 dans la cave d'une maison en ruine. Les archives retrouvées de l'*Oneg Shabbat* sont conservées à l'«Institut historique juif» de Varsovie, fondé en 1947 et qui prit en 2009 le nom de «Emanuel-Ringelblum». Ayant pu sortir du Ghetto de Varsovie, Szlama Ber Winer sera finalement capturé à Zamoc et assassiné au KZ Belzec en avril 1942. Emanuel Ringelblum, lui aussi sorti du Ghetto sera capturé avec sa famille dans leur cachette en secteur dit «aryen» par la Gestapo le 7 mars 1944, et exécuté.

<sup>26</sup> Samuel Zygielbojm (né en 1895) journaliste, membre du conseil municipal de Varsovie, rejoindra Londres où il deviendra membre du Conseil national du Gouvernement polonais en exil. Il revêtit le 25 juin 1942 dans un article du journal *The Telegraph* l'utilisation des chambres à gaz pour exterminer les Juifs. Ayant dénoncé le silence des Alliés après la fin de l'insurrection du Ghetto de Varsovie et pour protester contre leur mutisme quant au génocide en cours des Juifs, il se suicida le 12 mai 1943.

<sup>27</sup> *Skif* : «*Socialistischer Kinder – Farband*». En coopération avec «*Cukunft*» et des comités de parents, «*Skif*» a créé avec dans le Ghetto de Varsovie, des ateliers et des entreprises coopératives de coiffure, de couture et de cordonnerie...

<sup>28</sup> Le 10 mai 1943, il s'échappa par les égouts, rejoignant la zone «aryenne» avec un groupe d'environ 30 combattants, avec lequel il prendra part à la guérilla dans les forêts de Wyszkiw. Lors de l'insurrection de Varsovie, il tombera au combat le 27 septembre 1944 dans le quartier de Żoliborz.



**DIRIGEANTS DE L'INSURRECTION** : de g.à d. : Mordechai Anielewicz, Marek Edelman, Icchak Zukerman, Jozef Lewartowski, Michal Rozental, Cyvia Lubetkin, Jochanan Morgenstern...

membres de son groupe de jeunes sionistes arrêté pour peu de temps en 1939 par les Soviétiques lors de leur entrée dans les régions orientales de la Pologne.

Libéré, de retour à Varsovie, il participera en juillet 1942 à la création de l'«Organisation Juive de Combat» (ZOB), dont il sera élu commandant en chef en novembre 1942. Il dirigera l'insurrection du Ghetto à partir du 19 avril 1943. Acculé par l'offensive répressive, il se suicidera le 8 mai 1943 avec plusieurs membres de l'état-major de la ZOB dans le Bunker du 18 rue Mila.

Le «**Dror**» (en hébreu : «Liberté»), mouvement de jeunesse sioniste créé en 1915, fut implanté en Pologne en 1922 par des émigrants venant d'Ukraine. En juillet 1942, le «**Dror**» participera à la formation dans le Ghetto de Varsovie du «Comité national juif» et en 1943 au soulèvement des ghettos de Varsovie et de Białystok. D'autres membres du *Dror* participeront à l'insurrection de Varsovie à l'été 1944.

Le *Dror* éditera une douzaine de publications clandestines telles en yiddish «*Unzer Weg*» («Notre Voie») et en polonais «*Nowe Tory*» («Nouvelles Voies») ; ainsi que «*Proletarischer Guedank*» («La Pensée prolétarienne»), «*Youguent Ruf*» («l'Appel de la Jeunesse»), «*Awangarda Młodzieży*» («L'Avant-garde de la Jeunesse»), «*Dror*» («Liberté»)...

La *Gwardia Ludowa* (GL, «Garde populaire») a été créée dans la clandestinité polonaise le 6 janvier 1942 par le «Parti Ouvrier Polonais» (*Polska Partia Robotnicza*, PPR)<sup>29</sup>, formé la veille par le regroupement dans un appartement du quartier de Żoliborz à Varsovie de diverses structures communistes («Union de lutte de libération», «Amis de l'Union soviétique», «Bannière de la liberté», groupes «Prolétaire», «Spartacus»..., avec à sa tête Marcełi Nowotko, Paweł Finder, Bolesław Molojock.

Fin 1942, le PPR aura regroupé dans ses 7 districts répartis dans tout le pays occupé par les nazis, et malgré la ré-

pression qu'ils y mènent, plusieurs milliers de membres ; dont environ de 3 000 à 5 000 dans la «Garde Populaire», parmi lesquels 1 500 à 1 700 partisans.

La GL, dont Franciszek «Witold» Józwiak devient en août 1942 chef d'état-major, aidera des combattants juifs pendant le soulèvement du ghetto de Varsovie, contribuant avec l'«Armée de l'intérieur» (A.K.) à fournir aux insurgés environ 500 pistolets et 1 500 grenades. À la fin du soulèvement, elle aida plusieurs dizaines de combattants de l'OJC (ZOB) à sortir du Ghetto par les égouts.

Ce que fit Michal Rozenfeld (Rejzenfeld), un enseignant de 25 ans, représentant de la *Gwardia Ludowa* et du PPR au sein de l'état-major de l'OJC (ZOB), qui quitta le Ghetto le 18 mai 1943 avec un groupe de combattants juifs et rejoignit une unité de la GL dans une forêt proche de Varsovie. Dénoncé avec ses compagnons aux Allemands par un garde forestier, il sera tué le 2 septembre 1943.

Les communistes du Ghetto publièrent sous la responsabilité de Josef Lewartowski à partir de décembre 1941 l'hebdomadaire «*Morguen Frei*», qui deviendra le «*Morguen Freihait*» («Lendemain de la Liberté»), en yiddish «*Di naié Pressé*» («La Presse nouvelle»).

Le **Béтар** (acronyme hébreu de *Brit Yosef Trumpeldor*) est un mouvement de jeunesse sioniste radical fondé en

1923 à Riga (Lettonie) par Zeev Jabotinsky, fondateur d'un groupe d'auto-défense juive dans la Russie tsariste et leader de la droite du mouvement sioniste. Il appelle à l'émigration massive en Palestine pour y créer un Etat juif, y compris par la lutte armée, sur les deux rives du Jourdain. Dès le début des années vingt, le «**Béтар**» implante des sections en Lituanie, Pologne, Autriche, Roumanie, Hongrie, Allemagne, France<sup>31</sup>...

De petites structures, notamment de jeunesse, vont être aussi présentes dans le Ghetto, tels l'**Ha-Noar ha-Cijoni** (*Histadrut Halutzit Olamit Hanoar Hatzioni* ; mouvement sioniste laïc), **Gordonia** (non marxiste), **Akiba** (sioniste aux fortes références religieuses)... ; elles se joindront au combat commun.

Proche du Béтар, la **ydowski Zwizek Wojskowy** (ZW, *Union militaire juive*), a été formée sur le sol polonais en novembre-décembre 1939 par une quarantaine de militaires polonais juifs ayant échappé à la capture, qui recevront l'approbation du général Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais en exil à Londres. Entre 1940 et 1942, des cellules ZZW sont formées dans de grandes villes de Pologne, tels Lublin, Lwów et Stanisławów, le siège principal de l'organisation étant à Varsovie 7/9 Muranow Square.

La ZW, qui va nouer des relations avec l'AK<sup>32</sup>, l'un des principaux mouvements de Résistance dépendant du gouvernement polonais de Londres, concentrera son activité sur l'acquisition d'armes ainsi qu'à l'aide aux Juifs pour s'échapper des ghettos.

Après l'été 1942, la ZZW comptait 320 membres bien armés à Varsovie, un effectif qui s'élèvera en janvier 1943 de 400 à environ 500 hommes, répartis en 11 unités. Son département technologique réussira à creuser deux tunnels secrets sous les murs du ghetto, permettant des contacts avec l'extérieur, l'introduction dans le Ghetto de vivres, de médicaments et d'armes... Les

<sup>29</sup> Fondé en 1918, le Parti communiste polonais (*Komunistyczna Partia Polski*, KPP), qui prit ce nom en 1925, atteindra de 16 000 à 20 000 membres à la fin des années trente, et organisa en son sein, dans les régions de minorités linguistiques de l'Est polonais, deux partis autonomes, le Parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU) et le Parti communiste de Biélorussie occidentale (KPZB). Le KPP (et ses deux partis autonomes), subissant la répression policière du gouvernement polonais, nombre de ses militants et dirigeants se réfugièrent en URSS, où le KPP (avec le KPZU et le KPZB) sera accusé de trotskisme et d'être infiltré par la police polonaise ; ce qui entraînera sa dissolution le 16 août 1938 par l'Internationale communiste (I.C.). Beaucoup de communistes polonais réfugiés en URSS, tels 46 anciens membres et 24 anciens suppléants du Comité central du KPP, seront frappés par la répression stalinienne lors de «la Grande Purga».

En mai 1939, le secrétariat de l'I.C. décida la reconstruction du P.C. polonais, ce qui fut différé par la conclusion du Pacte germano-soviétique. Toutefois, plusieurs groupes communistes polonais s'étaient reformés dans le pays ou à l'étranger dès la fin 1939, notamment dans la région de Varsovie. Leur regroupement début 1942 donna naissance au P.P.R.

<sup>31</sup> Béтар : Le mouvement a toujours en 2023 une section en France. Classé à l'extrême-droite, il est un soutien inconditionnel de la politique de l'Etat israélien et a été impliqué dans des affrontements avec des mouvements sympathisants de la cause palestinienne.

<sup>29</sup> Après la Seconde guerre mondiale, l'*Hashomer Hatzair* sera lié au parti de gauche radicale israélien *Mapam*. Aujourd'hui, l'*Hashomer Hatzair*, qui compte en France quelques centaines d'adhérents, est un mouvement de jeunes marqué par l'esprit scout.



... David Wdowski, Rachelka Zylberberg, Emmanuel Ringelblum, Dorka Goldkorn, Arie Vilner, Leib Rodal, Leib Gruzal

chefs de la ZW au moment du soulèvement sont David Wdowski (Président politique), Dawid Apfelbaum, Leib Léon Rodal, Pawel Frenkiel (chef militaire)<sup>33</sup>.

Première véritable structure de rassemblement, le **Bloc antifasciste** (*Blok Antyfaszystowski*) est fondé en mars 1942 dans le Ghetto de Varsovie, à l'initiative du Comité central du P.P.R. (communiste), comme alliance de sionistes de gauche et de communistes. Ses initiateurs sont, pour le P.P.R. Józef Lewartowski<sup>34</sup>, pour l'*Hashomer Hatzair* Mordechaj Anielewicz et Josef Kaplan<sup>35</sup>, pour le *Poale Zion-Gauche*, Shachno Sagan pour les sionistes-socialistes, Józef Sack, pour le *He-Chaluc* (jeunesse juive) – Dror Icchak Cukierman (*Antek*)<sup>36</sup> et son épouse Cywia Lubetkin. Il publie le journal «*Der Ruf*» («l'Appel»).

Le Bund, représenté à sa conférence constitutive par Abrasza Blum et Maurycy Orzech, ne se joindra pas au «Bloc».

Entre mai et septembre 1942, la direction du «Bloc antifasciste» sera démantelée par la Gestapo ; mais le «Bloc» fut une étape dans le rassemblement des organisations clandestines conduisant à la formation du ZKN et de l'OJC/ZOB (voir ci-dessous). Les membres de l'organisation participeront au soulèvement du Ghetto de Varsovie.

**L'Organisation Juive de Combat (OJC/ZOB *Zydowska Organizacja Bo-***

*jowa*), créée le 28 juillet 1942, va – à l'exception du *Bétar*, qui développe sa propre structure militaire (ZZW) – rassembler dans son sein ou autour d'elle la quasi-totalité des organisations clandestines dans une perspective de lutte armée – son nom l'induit – dont le déclenchement fut entravé par le manque d'armes ; s'en procurer – notamment par achat à l'extérieur du Ghetto, en fabriquer dans de petits ateliers clandestins, en obtenir auprès de la Résistance polonaise extérieure au Ghetto sera une préoccupation constante à la fin de l'été et à l'automne 1942. Quand interviendra l'insurrection du Ghetto, l'OJC/ZOB regroupera 500 à 600 membres en 22 unités de combat.

Outre son commandant Mordechaj Anielewicz (*Hashomer Hatzair*), l'état-major de l'O.J.C. comprendra Herz Berlinski (*Poale Tsion-gauche*), Itzhak («*Antek*») Zuckerman (*Hahaloutz*), Marek Edelman (*Bund*) et Michal Rojzenfeld (*PPR*, Parti Ouvrier Polonais).

Fin octobre 1942 est fondé le **ydowski Komitet Narodowy (KN, «Comité national juif»)**, rassemblant les branches du *Poale Sion* (gauche *PS-L* et droite *PS-P*), le P.P.R., le Dror, l'*Hashomer Hatzair*, le *He-Chaluc* (mouvement de pionniers), les «Sionistes généraux» (*Tzionim Klalim*) centristes.

Avec à sa tête Icchak Cukierman («*Antek*»), Menachem Kirszenbaum et Yochanan Morgenstern (*PS-Prawica*), il répond au besoin d'unité des Résistants du Ghetto, et au souhait de la Résistance polonaise d'avoir un interlocuteur unique parlant au nom de la Résistance dans le Ghetto. Le ZKN assurera la direction politique de l'«Organisation Juive de Combat» (OJC/ZOB), qui sera une des forces organisées – la principale – prenant part à l'insurrection du Ghetto en 1943.

Le Bund – n'acceptant pas de programme sioniste – resta en marge de ce regroupement. Cependant, une «Commission de coordination»

(*ydowska Komisja Koordynacyjna, KK*)<sup>37</sup> avec le ZKN fut mise en place dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 1942.

## L'«AKTION» DE JANVIER

L'arrêt fin septembre 1942 de la «Grande Action», c'est-à-dire de la formation quotidienne brutalement contrainte de convois de plusieurs milliers de personnes (hommes, femmes, enfants et vieillards) dirigés vers Treblinka, ne va cependant pas signifier la fin des persécutions : ainsi, d'octobre à décembre 1942, 546 Juifs sont tués par des patrouilles allemandes dans les rues du Ghetto, car «il est interdit de se tenir sans but dans la rue et de rassembler les passants», les Juifs ne peuvent se déplacer qu'en colonne serrées «vers ou depuis» leur lieu de travail...

Toutefois, l'arrêt de la «Grande Action» a ouvert une période qui va permettre de reconstituer en partie avec celles et ceux ayant échappé aux rafles des structures sociales et de solidarité, tel un nouvel hôpital ; et ceux qui le peuvent entament la construction de cachettes en cas de nouvelles mesures de déportation.

Elle va aussi être mise à profit par la Résistance pour s'organiser ou se réorganiser, approfondir son unité, nouer aussi des relations avec la Résistance polonaise «générale» ; notamment avec l'Etat polonais clandestin.

Ainsi, le 11 décembre 1942, le général Stefan Rowecki («*Grot*»), commandant en chef de l'*Armia Krajowa* (AK, «Armée de l'Intérieur», voir note 32), reconnaît le «Comité national juif» (Z KN, voir ci-dessus), formé dans le Ghetto comme en étant le représentant officiel de sa population, et s'engage à lui fournir des armes et des munitions. L'AK donnera environ 90 pistolets, une mitrailleuse portative, 600 grenades, quelques fusils, du matériel pour fabriquer des bouteilles d'essence inflammables...

<sup>37</sup> Les dirigeants de la Commission de coordination (Icchak Cukierman, Menachem Kirszenbaum, Abrasza Blum, Arie Vilner, Adolf Berman et Leon Feiner) sont chargés de négocier un appui de l'«Armée de l'Intérieur» (*Armia Krajowa, A.K.*), importante structure de la Résistance clandestine polonaise ayant pris le 14 février 1942 la suite de l'«Union de la lutte armée» (*Zwi zek Walki Zbrojnej*), créée dès novembre 1939 et liée au gouvernement polonais en exil à Londres. Les Résistants du Ghetto solliciteront de l'A.K. la fourniture d'armes,

<sup>32</sup> *Armia Krajowa (A.K., «Armée de l'Intérieur»)* : Principale organisation polonaise de Résistance, créée à l'automne 1939, portant de novembre 1939 à 1942 le nom d'«Union de la lutte armée» puis à partir de février 1942 celui d'A.K. ; et bras armé de l'Etat clandestin fidèle au gouvernement en exil à Londres. L'A.K. comptera 100 000 membres en 1942, près de 200 000 début 1943. Chêfe de la division des enfants de sa «Commission d'aide aux Juifs» («*Zegota*»), Irena Sendler réussit à faire sortir 2 500 enfants du Ghetto de Varsovie.

<sup>33</sup> David Wdowski, un psychiatre de 48 ans, responsable politique de la ZZW, capturé à la fin de l'insurrection, sera envoyé en camp de concentration. Il survivra, et décédera en 1970 à Tel-Aviv lors d'une cérémonie commémorative du Ghetto.

Dawid Mordechaj (Moryc) Apfelbaum, l'un des chefs militaires de la ZZW est tué au début de l'insurrection de Varsovie, le 28 avril, le journaliste Léon (Leib) Rodal, lui aussi l'un des chefs militaires de la ZZW, est tué au combat le 6 mai 1943. Pawel Frinkiel, autre chef militaire de la ZZW, fut tué au combat le 19 juin 1943.

<sup>34</sup> Né en 1895 dans une famille de Juifs pauvres, Józef Lewartowski (Aron Finkelstein) a été cofondateur du Parti communiste polonais en 1920. Arrêté en 1934 et condamné à 12 ans de prison, il est libéré le 1<sup>er</sup> septembre 1939, il participe à la défense de Varsovie. A partir de 1941, il vit dans le Ghetto et y rejoint le PPR à sa fondation. Il meurt le 25 août 1942, abattu par la Gestapo.

<sup>35</sup> Arrêté par la Gestapo le 3 septembre 1942, il sera exécuté le 11 septembre.

<sup>36</sup> Icchak Cukierman ou Yithzak Zuckerman, alias Antek. Né en 1915 à Vilnius, secrétaire général du Dror en 1938. Commandant adjoint puis commandant de l'OJC/ZOB durant le soulèvement du Ghetto, il participera à l'insurrection de Varsovie à l'été 1944. En 1948, il partira avec son épouse Cywia Lubetkin en Israël, y fondant un kibboutz d'anciens combattants des ghettos et de rescapés des camps de concentration, il témoignera en 1961 au procès d'Adolf Eichman. Il est mort en 1981 dans un kibboutz israélien.



... Pawel Frenkel, Niota Tajtelbaum, Mira Fuchner, Hersz Berlinski, Simcha Rotem.

Par ailleurs, la Résistance va éliminer les collaborateurs les plus notoires et néfastes. Ainsi, Jakub Lejkin, commandant adjoint de la «Police juive», ayant succédé le 21 août 1942 à son chef Josef Szerynski, gravement blessé dans un attentat, et qui donc avait de ce fait pris à l'été 1942 une grande part à la «Grande action» de déportation vers le camp de Treblinka, fut abattu le 29 octobre 1942 par Eliaz Ró, Résistant de l'OJC ; de même fut éliminé le 29 novembre Izrael First, chef du département économique du *Judenrat* et informateur de la Gestapo...

L'automne 1942 sera aussi mis à profit pour la mise en place de structures défensives : bunkers utilisant des matériaux fournis pour la construction d'abris antiaériens, creusement de passages et tunnels entre bâtiments ainsi qu'avec le secteur dit «aryen» de Varsovie...

La Résistance va, pour se donner des moyens financiers nécessaires notamment à l'achat d'armes en «zone aryenne» et à l'action de solidarité en faveur des plus démunis, mettre à contribution plus ou moins volontaire les profiteurs et les plus riches.

Le 9 janvier 1943, Heinrich Himmler vint en inspection à Varsovie et visita le Ghetto. Apprenant que plusieurs dizaines de milliers de Juifs – «légaux» et «illégaux» – continuaient à y résider, il exigea qu'il soit mis fin à cette situation avant le 15 février : 16 000 devant être dirigés vers des camps de travail forcé, les 50 000 autres devant être «réinstallés», c'est-à-dire en langage nazi exterminés. Ce qui devait être effectué sous la responsabilité du S.S. *Obertendantführer* Sammern-Frankennegg et du chef de la police de sécurité Dr Otto Hahn ; le commandant du camp de Treblinka, Théodor van Eupen, étant invité à assister au processus de «réinstallation».

Après avoir effectué des rafles dans les rues du Ghetto du 15 au 17 janvier 1943, les Allemands, officiellement pour en finir avec les «illégaux», investissent avec un millier d'hommes sa partie centrale le lundi 18 au matin vers 7h30, mettant en place des «blocus» d'immeubles et d'ateliers, ordonnant de rejoindre l'*Umschlagplatz* ; ce qui ne va être que très incomplètement suivi : ins-

truits par l'expérience tragique des «réinstallations» précédentes depuis le début de la «*Gross Aktion*» de l'été 1942, et suivant les consignes des organisations de Résistance, les ouvriers des usines et fabriques ne se rendent pas au travail et rejoignent les cachettes préparées depuis l'automne, les femmes et les enfants se réfugiant dans les «bunkers».

Et puis, de manière inattendue pour les Allemands, ils vont – malgré le fait que seuls 5 de la cinquantaine de groupes de combat de l'OJC-ZOB avaient pu se mobiliser – avoir à faire face à de premières manifestations de résistance armée : dans plusieurs endroits du Ghetto des Résistants de l'OJC./ZOB, de *Gordonia*, d'*Akiba*, s'affrontent aux Allemands, qui vont éviter de rentrer dans les immeubles, les caves ; ceux qui encadrent une colonne de rafles en marche vers l'*Umschlagplatz* pour déportation à Treblinka seront attaqués par un groupe de Résistants commandés par Mordechai Anielewicz...

Pour se venger, les Allemands – qui ne peuvent obtenir qu'un appui limité de la Police juive (ZSP) – vont multiplier les actions répressives : ainsi, après avoir soumis l'hôpital à un «blocus», et tiré sur des malades alités et les nouveau-nés de la maternité, ils arrêtent et envoient en déportation à Treblinka 300 patients, deux médecins et une grande partie du personnel infirmier qui n'avait pu se cacher.

Trois des dix-neuf membres du «*Judenrat*» en poste début 1943 sont arrêtés et déportés à Treblinka, six autres étant fusillés dans le Ghetto. À partir de la fin janvier 1943, le *Judenrat* qui, – comme la «Police juive» qui lui est subordonnée et est réduite à 84 membres – a été affecté par les déportations et perdu de ce fait les 2/3 de ses employés, ne joue plus qu'un rôle restreint aux questions d'approvisionnement. Le «pouvoir» sera assuré de fait par la Résistance rassemblée dans l'«Organisation Juive de Combat».

Selon les auteurs, quand les Allemands, – qui ont fusillé un millier d'autres personnes – se replient hors du Ghetto le 22 janvier, ils n'auront réussi à déporter qu'entre 4 500 et 6 000 personnes, bien en deçà de leur objectif.

Après quatre jours de combats de rue, le Ghetto est paralysé et les déportations suspendues.

Pour limités qu'ils furent, les premiers engagements armés qui, après le 18 janvier 1943, opposèrent la Résistance juive aux Allemands et à leurs auxiliaires, auront marqué un tournant : ils ouvrirent la voie à la révolte d'avril suivant, à l'insurrection du Ghetto.

## L'INSURRECTION DU GHETTO

Le 16 avril 1943, Himmler vient à Varsovie pour s'assurer de la préparation d'une opération finale de destruction du Ghetto. Pour ce faire ont été rassemblés 2 000 *Waffen-SS*, trois unités de la *Wehrmacht* fournissant sapeurs et soutien d'artillerie, deux bataillons de police allemande (234 officiers et hommes), 360 policiers polonais sous contrôle allemand, 35 agents de sécurité, un bataillon de supplétifs ukrainiens et lituaniens (*Askaris*).

Le soir du 18 avril 1943, vers 18 heures, un cordon de policiers polonais sous contrôle allemand encercle le Ghetto et, dans la nuit de 18 au 19 avril, veille de la Pâque juive (*Pessa'h*), les forces allemandes – 830, S.S., une soixantaine de soldats de la *Wehrmacht*, 234 policiers et des 335 supplétifs ukrainiens – équipées de fusils, de mitrailleuses légères et lourdes, de 3 canons d'assaut, de chars et de lance-flammes, entrent le 19 à 6 h du matin par deux côtés dans le Ghetto, sous le commandement du SS-*Oberführer* von reprendre avec férocité, ils courent la vie à Sammern-Frankennegg, afin de faire reprendre les déportations, et en ayant pour objectif la maîtrise complète du Ghetto en trois jours.

Les nazis et leurs supplétifs vont se heurter aux organisations de défense juives, renforcées depuis l'«*Aktion*» de janvier par l'édification de bunkers, de points d'appui, de passages souterrains ou aménagés à travers les cloisons d'immeubles, notamment dans les caves et les greniers, permettant ainsi des déplacements à couvert, ainsi que de tunnels débouchant hors du Ghetto...

De plus les organisations juives de combat se sont structurées sur le territoire du Ghetto, subdivisé en districts : ainsi le OB/OJC se compose de 22 unités de 10 à 12 hommes et femmes de 19 à 25 ans subordonnées aux commandements de district : cinq groupes venant du *Dror*, quatre de l'*Hashomer Hatzair*, quatre de la *GL-PPR*, quatre du *Bund*, et un de *Poale Syjon-Left*, *Poale Syjon-Prawica*, *Akiba*, *Gordonia* et *Hangar Hacyjoni* ; au total, selon les sources et l'armement disponible, de 220 à 600 combattants. Pendant le soulèvement du Ghetto, le quartier général

du ZOB/OJC, avec à sa tête Mordechai Anielewicz, va être situé dans un immeuble au 29, rue Miła.

Quant à l'UMJ./ZW, elle aurait eu environ 400 combattants bien armés regroupés en 11 unités placées sous le commandement de Dawid Moryc Apfelbaum et Paweł Frenkel. Son siège central, avec environ 260 combattants, était situé 7, place Muranowski.

Lors de leur progression dans les rues désertes ce matin du 19 avril vers l'*Umschlagplatz*, épaulés par leurs auxiliaires lituaniens, ukrainiens et des policiers polonais, les SS vont être visés depuis les fenêtres et balcons par des tirs, des lancers de cocktails Molotov, de grenades - la première, tuant ou blessant plusieurs d'entre eux, le fut par une jeune fille de 17 ans, Emily Landau - qui, après deux heures de combat, les forceront à reculer et à ressortir du Ghetto.

En face, chaque combattant de la résistance juive dispose d'un revolver, de dix à quinze balles et de 4 à 5 grenades à main. Les pertes juives sont lourdes dès le 19 au soir, mais les Allemands, pour la première fois, ont reculé. Et cet échec va coûter son commandement à von Sammern-Frankenegg : il est remplacé par le général S.S. Jurgen Stroop<sup>38</sup>.

Dans un rapport final sur la destruction du Ghetto destiné à Himmler, Stroop relatara ainsi ces premières heures de combat : «*Encerclement du ghetto à partir de 3 h. A 6 h, les Waffen SS, au nombre de 16 [officiers] / 850 [hommes], effectuent un nettoyage de ce qui reste du ghetto. Les Juifs et les bandits ouvrent un feu nourri et méthodique sur nos unités. Ils arrosent de cocktails Molotov notre tank et les deux engins blindés. Le tank prend feu à deux reprises. Sous la pression du feu ennemi nous effectuons le repli de nos unités engagées. Nos pertes en cette première attaque se chiffrent à douze hommes...*» ;

Le lendemain 20 avril, jour de l'anniversaire d'Hitler, les Allemands, après de premiers combats, envoient un ultimatum aux insurgés : «*déposez les armes, ou le Ghetto sera rasé*». L'ultimatum sera rejeté, et les assaillants vont couper l'eau, l'électricité et le gaz

<sup>38</sup> Jürgen Stroop : né en 1895, adhère au parti nazi et intègre la SS en 1932. SS-Standartenführer (colonel) à l'automne 1938, commandant d'une milice allemande en Pologne occupée, début 1943 SS-und Polizeiführer à Lemberg (Lwow) en Galicie, il est envoyé en mai 1943 à Varsovie pour réprimer l'insurrection du Ghetto. Après un éphémère commandement en Grèce, il est nommé en novembre 1943 Höherer SS-und Polizeiführer pour la Rhénanie, la Sarre-Palatinat, le Luxembourg et la Lorraine annexée. Durant ce commandement, il fera exécuter des pilotes américains abattus par la D.C.A. Arrêté le 8 mai 1945, il sera le 21 mars 1947 condamné à mort par un tribunal militaire américain pour le meurtre des pilotes puis, en septembre 1951, condamné à mort par un tribunal polonais pour la répression de l'insurrection du Ghetto ; et pendu le 6 mars 1952 à Varsovie.



Au centre, le général SS Jurgen Stroop (en casquette) dirige l'offensive contre le Ghetto.



L'incendie, immeuble par immeuble.



Beaucoup seront fusillés sur place.



Combattant et combattantes.



Vieillards, hommes, femmes, enfants...



La déportation vers Treblinka.

dans la zone du Ghetto. Les combats vont reprendre avec férocité ils coûtent la vie à un officier supérieur SS. En représailles plusieurs centaines de prisonniers juifs, y compris non-combattants sont abattus sur place.

Informé, Himmler a donné l'ordre de liquider le ghetto. Dès lors, Stroop a carte blanche, et va utiliser tous les moyens, y compris l'aviation.

Et va mettre en œuvre une nouvelle tactique, évitant les affrontements frontaux et progressant rue par rue, immeuble par immeuble, appartement par appartement, maison par maison.

Chacun des secteurs du Ghetto va être systématiquement incendié puis rasé au bulldozer ; car les Allemands ne s'aventurent plus dans les rues du ghetto avant d'avoir utilisé des gaz, du feu et de la dynamite. Les occupants des bunkers - civils ou insurgés - qui ne se rendent pas quand il n'y a plus d'échappatoire possible pour un repli par les tunnels, les souterrains voire les égouts, sont enterrés vivants, asphyxiés et carbonisés, ou se suicident.

Ainsi le 23 avril, alors que les Allemands prennent ce jour Place Muranowska le siège du ZZW, dont les unités rescapées se replient vers le centre du Ghetto. La Z.O.B./O.J.C. doit lui aussi replier son siège de commandement du 29 rue Miła dans un vaste bunker de 6 pièces au 18 rue Miła, où s'entassent 120 combattants autour de Mordechai Anielewicz ainsi que 200 civils.

Les combats, malgré plus de 1 300 hommes utilisant massivement les lance-flammes déployés par les assaillants vont se poursuivre pendant plus de deux semaines rue par rue, les immeubles sont systématiquement incendiés. Dans la nuit du 29 avril, 40 combattants, aidés par des membres de La *Guardia Ludowa* (G.L.), réussissent à quitter le Ghetto, sortant des égouts du côté «aryen» du mur, ils rejoindront une forêt proche de Varsovie.

Le 7 mai 1943, le bunker de commandement de la ZOB du 18 rue Miła est localisé, encerclé et assiégé, les Allemands répandent le 8 mai des gaz toxiques à l'intérieur, contraignant les civils à sortir. La plupart des combattants de l'OJC/ZOB, avec à leur tête Mordechai Anielewicz, sa compagne Mira Fuchrer, n'ayant pas succombé aux gaz toxiques décideront de se suicider pour ne pas tomber aux mains des Allemands.

La prise du quartier général de l'OJC/ZOB va mettre fin à la coordination de la lutte entre tous les secteurs du Ghetto mais ne va pas arrêter les combats qui vont se poursuivre encore pendant plusieurs jours. Stroop affirme sa volonté de poursuivre «*la liquidation du Ghetto jusqu'à ce que le dernier juif soit éradiqué*», devra admettre que ses

troupes subissent de pertes que leur occasionnent les «combattants des décombres» (*Gruzowcy*), qui sont souvent des rescapés des structures détruites qui se sont agrégés et réfugiés dans des caches ayant échappé à la destruction.

Le 11 mai, les organisations juives de Pologne lancent un dernier SOS qui se conclut par ces mots : «*Le monde de la liberté et de la justice reste silencieux et ne fait rien*».

Le 12 mai, les Allemands procèdent à la destruction du «Petit Ghetto», y exécutant une centaine de personnes. Dans la nuit, un raid aérien soviétique guidé par la lueur des incendies frappe Varsovie. Stroop imputera des pertes enregistrées par ses troupes dans le Ghetto à ce raid aérien.

Dans les jours qui vont suivre, les Allemands poursuivent leur œuvre de destruction des bâtiments et monuments du Ghetto, en tentant parallèlement par l'emploi de fumigènes de déloger les combattants et les civils réfugiés dans les égouts. Le 15 mai, la synagogue du cimetière est dynamitée.

Emblématique va être le lendemain 16 mai le dynamitage de la Grande Synagogue de Varsovie.



La Grande Synagogue.

Dévastée par les nazis en 1940 lors de l'occupation de Varsovie, et vers le milieu de 1941 après la formation du Ghetto, la «Grande synagogue» de Varsovie, Place Thomackie, avait été, après restauration grâce une souscription, réouverte le 1<sup>er</sup> juin 1941. Mais elle fut fermée à nouveau le 30 mars 1942, étant utilisée par les Allemands comme lieu temporaire de regroupement de Juifs venant d'Europe occupée puis de stockage de biens dérobés aux Juifs.

Elle va être détruite le 16 mai 1943 à 20h15 par Jürgen Stroop, qui en fait le terme de la destruction de la communauté juive de Varsovie : «*Le dynamitage de la Grande synagogue a été un magnifique bouquet pour la fin officielle de la «Grande action» (...) J'ai crié Heil*

*Hitler et j'ai appuyé sur le bouton...»*<sup>39</sup>. Stroop câble à Himmler : «*Il n'y a plus de quartier juif à Varsovie.*»

Il n'y a plus de «quartier juif», mais il reste sous les ruines du Ghetto dans les caches souterraines ayant échappé au ratissage, quelques centaines de survivants – dont quelques dizaines de combattants – surnommés les «Robinsons Crusoés» qui, parfois pendant plusieurs mois, échapperont aux policiers SS et à leurs chiens.

Plus de 6 000 habitants du Ghetto, civils ou combattants, seront tombés durant les combats ou se seront suicidés, 7 000 auront été fusillés sur place, tels les derniers membres du *Judenrat*, dont le président Marek Lichtenbaum, arrêté dès le 19 avril et retenus comme otages dans le quartier général allemand. Le 23 avril, ils furent conduits à l'*Umschlagplatz*, où l'on les fusilla ; leurs corps étant jetés aux ordures... Et plusieurs dizaines de milliers de civils, hommes, femmes et enfants seront envoyés à Treblinka (6 900), Maidanek et autres camps, où le plus grand nombre seront massacrés lors de l'*«AKTION Erntefest»* (fête de la moisson du 3 novembre 1943).

Quand aux Allemands, ils concèdent avoir perdu entre le 19 avril et le 16 mai 1943... 16 tués et 85 blessés. Ce qui est d'évidence sous-estimé et de plus ne prend pas en compte les pertes de leurs supplétifs ukrainiens, polonais, lettons. La presse clandestine évoquera 86 tués et 420 blessés nazis.

631 bunkers furent détruits par les flammes, dynamités, bombardés, générant 130 000 m<sup>3</sup> de gravas.

## KL WARSCHAU

Officiellement ouvert le 19 juillet 1943, le *Waffen-SS Konzentrationslager Warschau* (camp de concentration), dont l'établissement dans les ruines du Ghetto, rue Gésia sur le site de l'ancienne prison militaire Wolynski qui abrita le *Judenrat* d'août 1942 à 1943, fut la conséquence d'un projet d'Himmler datant d'octobre 1942.

Son activité démarra le 15 août 1943 avec l'arrivée de 300 prisonniers allemands transférés de Buchenwald et qui seront utilisés comme kapos, elle fut suivie entre le 31 août et novembre 1943 par celles en 4 convois de 3 700 déportés juifs, en majorité grecs mais aussi français, belges, néerlandais, autrichiens allemands, qui furent rejoints en mai 1944 par plus de 3 000 Juifs Hongrois.

Le camp, entouré d'un mur avec une douzaine de miradors, comprendra 21 baraques pouvant contenir chacune

600 prisonniers, un crématoire pour incinérer les détenus morts d'épuisement, de maladie, de faim, d'autres ayant été exécutés quotidiennement dans les ruines du Ghetto après leur transfert depuis la prison de Pawiak ou des locaux de la Gestapo, ou étant des Juifs survivants découverts dans des caches lors des opérations de déblaiement des ruines.

Ces exécutions dans les ruines, notamment de prisonniers polonais, Juifs ou non, ils seront plusieurs centaines de mai à juillet 1943, s'inscriront dans une volonté des nazis de dissimuler leurs crimes en les faisant passer comme des actes de guerre liés à la période de l'insurrection du Ghetto et à ses suites.

Par la suite, ces exécutions vont prendre de l'ampleur, frappant des détenus politiques de la prison de Pawiak ou même des personnes raflées dans la rue : environ 3 800 personnes seront exécutées entre le 15 octobre 1943 et le 15 mai 1944 dans les ruines du Ghetto. Les corps seront brûlés par des commandos de travail composés de prisonniers juifs détenus dans le camp.

La fonction attribuée au KL Warschau fut le déblaiement des ruines et l'arasement du Ghetto. Lors de ce déblaiement, 34 millions de briques, 6 000 de fer et 800 tonnes de non-ferreux furent ainsi récupérées.

La liquidation du camp fut ordonnée le 20 juillet 1944 et les opérations débutèrent le 27 juillet. 400 prisonniers déclarés inaptes au transfert par marche forcée furent exécutés sur place, 4 000 autres étant envoyés début août vers des camps en Allemagne.

Les archives du camp et ses installations furent détruites. Cela rendra difficile l'identification des victimes et même la détermination de leur nombre, des estimations avancent le chiffre de 20 000 victimes.

Le monument de l'Insurrection.



<sup>39</sup> La Synagogue Nosyk, dévastée elle aussi en 1940 par les nazis, transformée en écurie, réouverte le 20 mai 1941, fermée à nouveau en juillet 1942, sera endommagée en août et septembre 1944 lors de batailles

de rues de l'insurrection de Varsovie. Elle est inscrite au Registre national des monuments historiques et est la seule en activité.

<sup>40</sup> Aujourd'hui rue Mordachaj-Anielewicz.

## EN MÉMOIRE DU GHETTO

Combien y eût-il de survivants parmi les 400 000 à 500 000 personnes ayant été rassemblés de force – de sa formation à sa liquidation – dans le Ghetto de Varsovie ? Ayant survécu aux meurtrières conditions de vie faites à la population – plusieurs centaines de milliers d'hommes, femmes, enfants, vieillards – concentrée par les nazis à l'intérieur des murs du Ghetto, affamée, laissée sans soins adéquats dans des appartements surpeuplés, victime d'assassinats en pleine rue ou dans les entrées d'immeubles, de déportations massives vers les camps de la mort, de la liquidation militaire du Ghetto lors de son insurrection ?

Quelques centaines, quelques milliers tout au plus ayant réussi à sortir du Ghetto, notamment par les égouts, et à trouver, avec l'aide des organisations de Résistance et de simples citoyens humanistes, un refuge sécurisé pendant quelque temps dans la ville, dans les forêts environnant Varsovie.

Certains d'entre eux – hommes et femmes – reprendront la lutte dans les rangs des partisans, participeront à l'insurrection de Varsovie, qui se déroulera du 1<sup>er</sup> août au 2 octobre 1944 et sera finalement vaincue par les occupants nazis. Plusieurs des échappé(e)s du Ghetto de Varsovie ayant repris les armes tomberont durant les combats de l'insurrection de la capitale polonaise, d'autres, quand la ville fut libérée, continuèrent la lutte dans les forces armées polonaises reconstituées.

### SE SOUVENIR...

Dès novembre 1944, à Lublin, devenu depuis juillet le siège du «Comité Polonais de Libération Nationale» (PKWN), est installée une «Commis-



Le 1<sup>er</sup> Monument à la mémoire des Combattants du Ghetto inauguré le 16 avril 1946



Inauguration du monument le 19 avril 1948.

sion historique juive» auprès du «Comité central des Juifs polonais» décida de construire un monument à la mémoire du soulèvement du Ghetto. Ce qui ne pourra se faire qu'après la libération de Varsovie – qui aura lieu le 17 janvier 1945 – et la victoire sur le nazisme le 8 mai 1945.

Le monument, inauguré le 16 avril 1946, évoque deux bouches d'égout, rappelant le rôle joué par le réseau souterrain pour maintenir un lien avec l'extérieur, avec la Résistance extérieure, permettre d'échapper aux nazis. Sur l'une des deux sphères, Une inscription en polonais, yiddish et hébreu, signée des «Juifs de Pologne» s'adresse «A ceux qui tombèrent dans la lutte sans précédent et héroïque pour la dignité et la liberté du peuple juif, pour la Pologne libre, pour la libération de l'homme».

En juillet 1946 est mise en place une commission pour la création d'un monument plus imposant avec en son sein un des rares leaders survivants de l'insurrection du Ghetto : Icchak Cukierman («Antek»), dernier commandant de l'«Organisation juive de combat» (O.J.C.).

Le monument, du sculpteur Nathan Rapoport, construit en s'inspirant du «Monument aux victimes des Révolutions» du cimetière parisien du Père-Lachaise, fut inauguré le 19 avril 1948, jour du 5<sup>e</sup> anniversaire du début de l'insurrection du «Ghetto». La sculpture centrale représente des combattants armés de cocktails Molotov, de pistolets, de grenades, une jeune femme tient dans ses bras un enfant, les flammes représentant le Ghetto incendié par les nazis.

La transmission de la mémoire de ce que fut la réalité du Ghetto, de la vie et de la mort de sa population fut en premier lieu un problème d'absences de sources, du fait des destructions et des massacres, que vint

heureusement pallier pour partie la découverte des papiers Ringelblum.

Elle fut aussi entravée par le contexte de la Guerre froide, ayant conduit à un affrontement mémoriel concernant les rôles respectifs de l'A.K. et de la Garde Populaire.

Iccak Cukierman, parti en mai 1948 en Israël, où il fonda le kibboutz *Lochame ha-Geta'ot*, avec des anciens du Ghetto et des rescapés des camps nazis, interrogé sur la solidarité de la Résistance polonaise «générale» avec celle du Ghetto, témoigna : «Pendant l'holocauste (...), ceux qui ont gagné notre confiance et nous ont aidés autant que leurs modestes capacités le permettaient étaient les communistes polonais (ils haïssaient «sanation» et la Pologne fasciste (...)). Ils étaient d'abord des patriotes polonais qui voulaient une nouvelle Pologne ; ils étaient la seule force sur laquelle les partisans juifs pouvaient compter».

Si des préjugés anti-juifs existaient dans les années 40 ou 50 dans une partie de la population polonaise, avec des conséquences pouvant être dramatiques, comme le fut le Pogrom de Kielce du 4 juillet 1946 qui fit 42 morts et 80 blessés et si, comme pour d'autres peuples y compris le nôtre, ils peuvent continuer d'exister, il est bon de rappeler que, sur les 27 712 «Justes parmi les Nations» recensés par le «Comité Yad Vashem», la Pologne se situe au premier rang, avec 7 232 distingués, suivie par les Pays-Bas (5 982), la France (4 206), l'Ukraine (2 691).

Arie Vilner («Jurek»), membre de l'Hashomer Hatzair, suicidé lors de la chute du siège de l'O.J.C. au Ghetto, avait expliqué son geste : «Nous ne voulons pas sauver notre vie. Personne ne sortira vivant d'ici. Nous voulons sauver la dignité humaine».

Un message de portée universelle.

tique» (F.U.J.P.), le 29 décembre de l'A.S. et des F.T.P.F. dans les «Forces Françaises de l'Intérieur» (FFI), qui seront rejointes en février 1944 par l'«Organisation de Résistance de l'Armée» (O.R.A.).

Il aura fallu surmonter le traumatisme de l'arrestation le 21 juin 1943 de Jean Moulin à Caluire près de Lyon, où «Max» s'était rendu à une réunion de chefs militaires de la Résistance, convoquée pour désigner un successeur à la tête de l'A.S. au général Delestraint, arrêté par la Gestapo à Paris le 9 juin.

Arrêté à Caluire dans la maison du Docteur Dugoujon avec plusieurs dirigeants de la Résistance, tels Raymond Aubrac, Jean Moulin, vraisemblablement victime d'une trahison, va être interné au Fort Montluc, conduit quotidiennement à la Gestapo de Lyon pour y être interrogé sous la torture par Klaus Barbie. Il sera ensuite transféré à la Gestapo de Paris, avenue Foch, avant d'être déporté en Allemagne, où il n'arrivera jamais, probablement décédé des suites de ses tortures le 8 juillet 1943 en gare de Metz dans le train de déportation.

### UNE ŒUVRE PERENNE

Jean Moulin était Président du C.N.R., il sera remplacé le 30 août par Georges Bidault, qui assumera cette responsabilité jusqu'à la Libération, au sein d'un bureau de cinq membres (avec Maxime Blocq-Mascart, Pascal Copeau, Pierre Villon et Louis Saillant). Il était aussi Délégué général du CFLN, il sera – après des intérim de Claude Bouchinet-Sérelles puis Jacques Bingen – remplacé à ce poste par Emile Bollaert puis Alexandre Parodi.

Dans les conditions de la clandestinité et le contexte d'une dure répression, le Conseil National de la Résistance maintiendra son unité et assurera sa fonction de coordination et de direction de la Résistance en

liaison avec le C.F.L.N., qui prendra le 2 juin 1944 à Alger l'appellation de «Gouvernement Provisoire de la République Française» (GPRF).

À l'automne 1943, le CNR avait entamé l'élaboration d'un Programme pour la France libérée, une réflexion nourrie par plusieurs apports, dont six majeurs émanant du Parti socialiste, du CFLN, du Comité National d'Etudes, de la CGT, du Front national, qui seront examinés par le Bureau du CNR, auquel assiste Jacques Bingen.

En janvier 1944, le Bureau adopte une «Charte de la Résistance», qui notamment sera soumise à des mouvements non membres du CNR («*Défense de la France*», «*France au Combat*»). Ce projet de «*Programme d'action de la Résistance*» sera adopté par le Bureau du CNR le 28 février et, après d'ultimes ajustements, publié le 15 mars 1944 sous le titre «*Les jours heureux*». Il comprend deux parties.

Un «Plan d'Action immédiate», ayant pour objet l'intensification de la lutte de libération, y compris par la lutte armée, de manière spécifique et en prévision d'une coordination avec des opérations interalliées, ainsi que la mise en place de structures appelées tout à la fois à mobiliser pour ce combat et à remplacer les structures administratives et politiques pétainistes par des Comités locaux (CLL) et Départementaux de la Libération (CDL).

Et une Seconde partie : «Mesures à appliquer dès la Libération du territoire», mesures démocratiques, économiques et sociales, traçant les contours d'une France humaniste et solidaire, dont la mise en œuvre à la Libération de plusieurs de ses préconisations inspirent encore de nos jours notre pacte républicain.

Ainsi, Le 15 mars 2024 sera le 80<sup>e</sup> anniversaire de la publication dans la clandestinité le 15 mars 1944 des «*Jours heureux*».

## LA MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE



La Médaille de la Résistance française a été instituée par l'ordonnance du 9 février 1943 du général de Gaulle, chef de la «France combattante» pour «reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'étranger, auront contribué à la résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940 (Article 1<sup>er</sup> de l'Ordonnance n°42 du 9 février 1943 instituant une médaille de la Résistance française).

La Médaille de la Résistance française a été conférée à 65 295 personnes, dont 25 722 à titre posthume, tant Français libres que Résistants de l'intérieur ; et dans son grade supérieur, la Médaille de la Résistance avec rosette, à 4 586 personnes.

Elle a été également attribuée à 55 collectivités civiles ou militaires, parmi lesquelles les villes de Caen, Caniac, Lyon, l'Île de Sein, La Chapelle-en-Vercors, Thônes, Nantua, Oyonnax, Brest, Plougasnou, Maximieux, Tavaux, Montceau-les-Mines, Béthincourt, le Lycée Lalande de Bourg-en-Bresse, Terroux, Saint-Nizier-du-Moucherotte, la Nouvelle-Calédonie, Résistance-PTT, Résistance-Fer, les sous-marins Casablanca, Narval, Surcouf..., la 13<sup>e</sup> DBLE, le 1<sup>er</sup> régiment de fusiliers-marins, les Cadets de la France libre, la Corvette Aconit, l'Université de Strasbourg...

La Médaille de la Résistance française n'a été conférée que par décret du chef de la France combattante, du président du Gouvernement provisoire de la République puis, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1947, du président de la République. Et n'est plus attribuée depuis 1947.

Elle peut encore l'être, à titre posthume, dans les mêmes conditions, mais uniquement à des personnes tuées pendant la guerre ou mortes en déportation à la suite de faits de Résistance.

## LE CNR A LA LIBERATION



De g. à d. au 1<sup>er</sup> rang : Jacques Lecompte-Boinet, Henri Ribière, Pierre Villon, Jacques Debû-Bridel, Daniel Mayer, Louis Saillant, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Paul Bastid (en retrait), Maxime Blocq-Mascart, Auguste Gillot, Jean-Pierre Lévy. Absents : Benoit Frachon, André Colin, Antoine Avinin, Joseph Lanuel, André Mutter, Gaston Tessier...

**Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son Journal adressent aux familles des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.**

## **Michel COLAS (Seine-Maritime / Seine-Saint-Denis) (suite de la page 1)**

Alors qu'il achève son année de 3<sup>e</sup> au collège, il assiste le 29 mai 1965 à l'inauguration du premier lycée de banlieue à Saint-Denis, à l'angle des avenues Lénine et Jean-Moulin. Le lycée prit le nom de Paul-Éluard lors de la cérémonie qui fut marquée par le discours qu'y prononça Louis Aragon, discours qui impressionnera fortement le jeune Michel.

Il deviendra enseignant de mathématiques, à Saint-Denis où il fut Principal au Collège la Courtille et à Stains, où il devint proviseur-adjoint du Lycée. Il consacrera aussi des efforts à l'insertion des jeunes en difficultés.

Auguste Gillot, qui fut membre du CNR et maire de Saint-Denis de 1944 à 1971 fera appel à lui pour développer à Saint-Denis – et au-delà dans le département – les «Ami(e)s de la Résistance». En 1988, au congrès de Chambéry, il fut élu membre associé du Conseil national de l'ANACR, en 2000 membre associé du Bureau National, en 2006, lors du congrès de Limoges intégrant à part entière les «Ami(e)s de la Résistance» dans l'ANACR, membre du Bureau national, il l'est resté jusqu'à ses derniers jours.

Président du Comité local de Saint-Denis de l'ANACR jusqu'en 2017, il a été Président du Comité départemental de 2004 jusqu'à nos jours, ayant été fait Président d'honneur lors de son dernier Congrès départemental. Il anima pendant plusieurs années, en premier lieu à Saint-Denis, la bataille – victorieuse en 2013 – pour faire du 27 mai la Journée nationale de la Résistance, et ne ménagera pas ses efforts pour faire vivre chaque année le Concours national de la Résistance et de la Déportation ouvert aux lycéens et collégiens, et même à des classes de CM1 et CM2, il apporta son concours au stage national de l'ANACR à Saint-Denis.

Arrivé à Caudebec-Rives-en-Seine (Seine-Maritime) il y a six ans, Michel s'y était aussitôt investi dans la transmission de la mémoire, en premier lieu auprès scolaires, et projetait de constituer un comité ANACR à Rives-en-Seine.

Le Bureau national de l'ANACR était représenté à ses obsèques par Pierre Martin.

## **Pierre PIROT (Indre)**

Né le 15 mai 1929, Pierre Pirot, Président d'honneur du comité départemental ANACR et du Comité de Châteauroux nous a quittés le 4 janvier 2023. Ses parents s'installèrent en 1933 à la ferme des Jodons à Jeu-le-Bois. Communistes, ils entrèrent en Résistance, et Pierre et son frère Jean participèrent à de nombreuses actions : édition et distribution de tracts, approvisionnement, hébergement de maquisards, réceptions de parachutages d'armes...

Pierre avait adhéré à l'ANACR en 1966, il présida le Comité de Châteauroux de 2003 à 2013. Engagé avec Jean Grazon, Jean Moreau au sein du C.U.R.D.I., il se consacra à la transmission de la mémoire (témoignage au CNRD, participation aux cérémonies).

Il était titulaire des Croix du Combattant et de CVR.

## **Bruno CASSANAS (Hérault) (suite de la page 1)**

Employé dans les services de la fonction publique territoriale (Conseil général/ départemental), il exerça, dans le respect des droits des usagers, notamment des plus fragiles au sein de la D.A.S.S. de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ; dans l'esprit de la démarche du Programme du CNR.

Lorsque furent déposés le 18 juin 1998 en Préfecture les statuts du «Groupe départemental des Ami(e)s de la Résistance (ANACR)» de l'Hérault, Bruno en fut élu Président, il apportera aux réunions nationales des animateurs de groupes d'Ami(e)s l'expérience du Groupe héraultais.

La reconnaissance de son action et de son rôle va être son élection en octobre 2000 au congrès de l'ANACR de Saint-Brieuc comme «membre associé» au Conseil national, puis en octobre 2004, au congrès de Grenoble «membre Associé» du Bureau national.

Une Association nationale des Ami(e)s de la Résistance ayant été formée entre 2003 et 2006, Bruno en fut élu membre de sa Commission Nationale et de son Exécutif national. Et quand en 2006, à son congrès de Limoges, l'ANACR décida d'ouvrir ses rangs à part entière à des non-Résistants des générations ayant suivi celle des Résistants, Bruno sera tout naturellement élu membre du Conseil national et du Bureau national. Il avait succédé à Paul Dinnat à la présidence départementale de l'ANACR, et était devenu secrétaire général de l'UDAC de l'Hérault, quand l'évolution de ses statuts le permirent.

Passionné par l'Histoire des combats de la Résistance, préoccupé par le danger représenté par le révisionnisme et la diffusion de ses thèmes, les relents du pétainisme, le racisme et la xénophobie, il s'attacha à maintenir le souvenir de la lutte et des sacrifices des Résistants lors des cérémonies patriotiques telle celle en mémoire des «Fusillés de la Madeleine». Cet investissement mémoriel fut reconnu par son entrée à la Commission nationale «Mémoire» de l'UFAC nationale.

Le Bureau national de l'ANACR était représenté à ses obsèques par Anne-Marie Montaudon, Jacques Varin, Pierre Chevalier et Dany Rouveyre-Vignettes.

## **Robert VEYRET (Isère)**

Disparu à 87 ans le 4 février dernier, Robert Veyret, originaire du Vercors, engagé politiquement au sein du Parti communiste et sur le plan syndical aux PTT fut élu en 1971 adjoint au maire de Saint-Jean-de-Moirans, commune dont il sera maire de 1977 à 2001, il fut conseiller régional de 1982 à 1985 puis de 1992 à 1998, conseiller général de 1976 à 2015, il fut vice-président du Conseil départemental.

N'ayant pas oublié le Vercors, la Résistance, il fut à l'origine de la commémoration annuelle des combats du Vercors au village de Malleval, où le 1<sup>er</sup> maquis FTP, fut implanté par Paul Billat et Raymond Perinetti.

Ami de la Résistance, membre de l'ANACR, il fut fait en 2015 chevalier de la Légion d'honneur.

## **Robert FOREAU-FENIER(Aisne) (suite de la page 1)**

Passionné par son métier, il s'attacha à transmettre, de la manière la plus authentique, la réalité historique, notamment celle des combats humanistes, démocratiques et patriotiques qui se sublimèrent dans le combat de la Résistance.

Cela le conduisit à rejoindre les «Amis de la Résistance» de l'ANACR et à en devenir le responsable parisien. En octobre 1994, lors du Congrès de l'ANACR tenu à Vichy, il entra comme «membre associé» au Conseil National de l'ANACR. En 1998, il fut élu membre associé du Bureau national au congrès de Chambéry et réélu membre associé du B.N. aux congrès suivants jusqu'au congrès de Limoges en 2006, où il fut élu membre à part entière du BN, après l'intégration des «Ami(e)s de la Résistance» dans l'ANACR. En 2012, il en sera élu vice-président national, le restant jusqu'à ses derniers jours.

Vice-président national de l'«Association des Ami(e)s de la Résistance» (ANACR) durant son existence entre 2003 et 2009, il était devenu, succédant à Gaby Portemer, Président-délégué du Comité départemental de l'Aisne de l'ANACR.

Robert était Président de l'Association du Soissonnais pour le Développement des Échanges entre la France et le Maroc.

Président de Belleu-Mémoire, Délégué départemental de l'Éducation nationale, il était Officier des Palmes académiques, Titulaire de la Croix du Combattant et du Titre de Reconnaissance de la Nation et d'autres distinctions.

Le Bureau national de l'ANACR était représenté à ses obsèques par Sylvie Daems.

## **André BRESSON (Var)**

Président du Comité ANACR de Fréjus/Saint-Raphaël, disparu à plus de 80 ans le 15 juin 2023, André Bresson, fils unique d'une famille modeste, était né en Avignon le 16 août 1942. Il commença à travailler à 18 ans dans un magasin de chaussures. Après 18 mois de service militaire, il entra en 1963 à 21 ans à la S.N.C.F., et sera affecté à l'entretien des voies pour tout ce qui concerne la sécurité, rails, ponts ; signalisations...

André et Jeannine, fille de Résistant, ont intégré en 1993 l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, et Amis.

Fidèles au Devoir de Mémoire, ils assureront sa présence dans les manifestations de mémoire à Puget-S/Argens, Fréjus, Saint-Raphaël, au Muy, à Roquebrune-s/Argens, Signes, au camp de Canjuers, Castellane. Depuis des années, ils ont été présents dans les Ecoles primaires, Collèges, Lycées, dans un premier temps avec d'anciens Résistants et Déportés, ces dernières années seuls.

Il s'était investi dans la réalisation d'une Exposition de 27 panneaux recto-verso avec 500 photos commentées, des documents, cassettes, et exposés... une exposition fort appréciée par les enseignants et le millier d'élèves rencontrés, elle suscita beaucoup de témoignages poignants des enfants.

Je souhaite des informations sur le parcours de mon grand-père Manuel GARBAYO lors de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale dans la Région lorientaise.

Contacteur Fabrice GARBAYO  
2 rue Marie-Laurencin - 56100 LORIENT  
Tél. : 06 62 51 50 85  
E-mail : Garbayo@hotmail.fr

...

Je cherche des informations sur mon grand-père, Julien BILLOUX (né le 29 mars 1915 - Aube, mort le 12 septembre 2000). Ma sœur avait été contactée par une association d'anciens Résistants lors du décès de notre grand-père, mais nous ne savions pas qu'il avait été résistant. J'aimerais avoir des précisions si possible...

Contacteur Marie-Cécile BILLOUX  
197, impasse le Hameau du Lac  
74320 SEVRIER  
Tél. : 06 :62 :83 :16 :69  
E-mail : liloumc@hotmail.com

...

Ancien lauréat du Concours National de la Résistance et de la Déportation (1982), j'ai fait un voyage en 1983 grâce à l'ANACR, à Ravensbrück, Sachsenhausen et Berlin-Est. Je désire retrouver (éventuellement) des personnes ou des familles Plisson, Marcheldon, Lesieur

Contacteur Henri-Georges MULLER  
92, rue du Moulin-Vert - 75014 PARIS

Tél. : 06 89 78 27 10  
E-mail : henri-georges.muller@bnf.fr

...

Je possède une copie de la carte d'adhérent de 1948 de mon grand-père MOREAU Charles (Léon), FFI à l'«Association nationale des anciens combattants des forces françaises de l'intérieur et des francs-tireurs et partisans français». J'ai un numéro d'adhérent aussi. Aussi, que puis-je espérer comme détails sur le parcours de Résistant de mon Je souhaite des renseignements sur ma grand-tante, Mme Marguerite LE BARS, médaillée de la Résistance, et qui était membre du réseau Cohors-Asturies vers 1941.

J'essaye en effet de rassembler des documents importants concernant ma famille pour les transmettre à mes enfants et j'aurais aimé savoir s'il y avait la possibilité d'en apprendre un peu plus sur cette grande Dame.

Le peu que je sais est qu'elle est née à Cléder, le 9 décembre 1900 et est décédée à Paris le 12 février 1990. Je sais aussi qu'elle a habité à Quimperlé, rue Savary, où elle exerçait le métier de modiste. Elle n'a eu ni mari, ni enfant.

J'ai par ailleurs appris dans quel cimetière elle reposait exactement (St Marc), où j'ai d'ailleurs pu fleurir et nettoyer sa tombe, qui est également celle de mes arrière-grands-parents.

Qui pourrait m'en apprendre un peu plus sur elle, et plus précisément sur son passé de Résistante ? D'avance, merci.

Contacteur Colette GROMAT  
29100 DOUARDENEZ  
Tél. : 07 82 31 25 39  
E-mail : coco.gmt@icloud.com

...

Je recherche des informations concernant mon grand-père Antonin AJASSE, réfractaire au S.T.O, qui a rejoint le maquis du département 43.

Qui peut m'aiguiller ou m'aider à retrouver des traces ?

Merci par avance.  
Contacteur Laurent MIALON  
24 rue Robert-le-fort - 49000 ANGERS  
Tél. : 06 95 88 05 14  
E-mail : lolo4090@hotmail.fr

...

Elève gendarme à l'école de sous-officiers de Montluçon, nous avons comme parrain de promotion un ancien Résistant Jean Joseph VEYSSIERES mort en déportation à Farges Bremen, Allemagne. Je recherche son parcours dans Résistance. Qui peut nous aider dans cette recherche ?

Contacteur Bryan DIEFFENTHALER  
Casernes Richemont  
95 avenue Jules Guesde,  
03100 MONTLUÇON  
Tél. : 06 98 45 24 09  
E-mail : dieffenthalerbryan@yahoo.fr

## URGENT

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale. Elle a hélas entraîné – et peut encore entraîner – la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté pendant cette longue période notre vie personnelle et collective.

Ainsi, en a-t-il été de la vie associative dans la période de confinement total, de restrictions de déplacement, de limitation de réunions. Cela conduisit à la décision obligée de reporter à juin 2022 le congrès de l'ANACR prévu initialement à octobre 2020.

Il en fut de même pour nombre de comités locaux et départementaux de l'ANACR qui ne purent se réunir, sauf parfois dans des conditions très restreintes, tout en assurant la représentation aux cérémonies (27 mai, 8 mai, 18 juin, Libération de Paris et des départements, cérémonie Fabien, cérémonie «Affiche Rouge»...).

Cela a retardé la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission avec les abonnements au *Journal de la Résistance* – à la Direction nationale de l'ANACR, ce qui a ajouté aux **difficultés financières grandissantes inhérentes aux conséquences de l'évolution démographique négative de nos effectifs – notamment Résistant(e)s – près de 80 ans après la Libération.**

Nous rappelons qu'un don substantiel à la trésorerie nationale – en particulier de la part des comités départementaux ayant des réserves conséquentes – serait aussi une aide plus que bienvenue, car **l'ANACR nationale ne reçoit aucune subvention.**

C'est pourquoi est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR. Nous remercions chaleureusement ceux qui ont déjà fait ce geste à la mesure de leurs possibilités, ainsi que les Ami(e)s qui l'ont fait à titre personnel.

## SOUSCRIPTION NATIONALE

Comité départemental de l'Aisne : 100 € ; Comité régional d'Alsace : 100 € + 200 € ; Comité départemental de l'Ariège : 200 € + 431 €, Olivier Nadouze (Ariège) : 200 € ; Anonyme (Ariège) : 100 € ; Comité départemental de l'Aube : 130 € ; Comité départemental de l'Aude : 200 € ; Rémy Perrot (Cher) : 30 € ; Comité Local de Saint-Maixent (Corrèze) : 80 € ; Comité départemental de Corse-du-Sud : 150 € + 150 € + 200 € ; Comité départemental de Haute-Corse : 500 € ; Comité départemental des Côtes-d'Armor : 1 000,00 € et + 500 € ; Comité départemental de la Creuse : 50 € + 100 € ; Comité local de Fursac (Creuse) : 50 € ; Comité local de Montignac (Dordogne) : 200 € ; Annie Pez (Drôme) : 150 € ; Anonyme (Drôme) : 500 € ; Comité départemental du Finistère : 300 € ; Comité local de Barjac (Gard) : 500 € ; Comité départemental de Haute-Garonne : 500 € ; Comité départemental du Gers : 300 € ; Serge Michaud (Gironde) : 300 € ; Comité départemental de l'Indre : 50 € + 50 € + 200 € ; Comité de Neuvy-Saint-Sépulcre (Indre) : 200 €, Georges Lasserre (Indre) : 30 € ; Comité départemental de l'Indre-et-Loire : 100 € ; Comité départemental de l'Isère : 200 € + 150 € ; Comité départemental des Landes : 400 € ; Comité départemental du Loir-et-Cher : 500 € ; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne) : 100 € ; Comité départemental de Lozère : 200 € ; Marianne Pernet (51) : 60 € ; Marie-Claude Boussard (Nièvre) : 80 € ; Francis Chevalier (Nord) : 70 € ; Comité départemental de l'Oise : 500 € ; Comité départemental du Pas-de-Calais : 200 € + 100 € ; Jean Gouillardon (63) : 85 € ; Comité départemental des Hautes-Pyrénées : 1 000 € + 500 € + 1 000 € ; Comité ANACR du Conflent (66) : 100 € ; Comité départemental de Haute-Saône : 150 € ; Comité départemental de Savoie : 500 € ; Comité départemental de Haute-Savoie : 1 000 € ; Albert Goldstein (Paris) : 50 € ; Janine Mottet (Seine-Maritime) : 100 € ; ANACR-Yvelines : 800 € ; Comité du Tarn : 300 € ; Comité départemental du Vaucluse : 200 € ; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84) : 200 € ; Comité local de Bollène (84) : 200 € ; Comité local de Valréas (84) : 250 € ; Comité départemental de Haute-Vienne : 200 € ; Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne) : 200 € ; Comité local de Châteauneuf-la-Forêt : 150 € ; Comité local de Couzeix-Chapdelat (87) : 100 € ; J.V. (Essonne) : 150 € ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 100 € + 30 € ; Jean-Pierre Figuières (92) : 30 € ; Comité départemental ANACR du Val-de-Marne : 1 500 € ; Libération Nationale PTT : 200 € et 300 €. **Total : 22 806 €.**

## LES LIVRES

### SUR LE CNR, SON PROGRAMME ET JEAN MOULIN

**Bibliographie partielle d'ouvrages – études d'historiens et témoignages – consacrés totalement ou en grande partie au CNR, à son Programme, à son action, à ses acteurs.**

ANDRIEU Claire : *Le programme commun de la Résistance*, Les Editions de l'Erudit, 1984, 212 p.

AZEMA Jean Pierre : *Jean Moulin, le rebelle, le politique, le résistant*, Perrin, 2003, 507 p.

BLOCQ-MASCART Maxime : *Chroniques de la Résistance*, Paris, 1945

CORDIER Daniel : *Jean Moulin et le Conseil National de la Résistance*, Paris 1983

CORDIER Daniel : *Jean Moulin : l'Inconnu du Panthéon*, 3 vol., Paris, éd. Jean-Claude Lattès, 1989-1993

CORDIER Daniel : *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999, 999 pages.

CORDIER Daniel : *Alias Caracalla : mémoires, 1940-1943*, Paris, éd. Gallimard 2009 :

CORDIER Daniel : *La victoire en pleurant : Alias Caracalla 1943-1946* éd. Gallimard 2021.

DEBU-BRIDEL Jacques : *De Gaulle et le C.N.R.*, Editions France-Empire. Paris, 1978

DOUZOU Laurent : *Découvrir le Programme du CNR*. Editions sociales les Propédeutiques, Février 2022.

GILLOT Auguste et Simone : *Un couple dans la Résistance*, Editions Sociales, 1975

HOSTACHE René : *Le Conseil national de la Résistance*, P.U.F, 1958, 498 p.

HOSTACHE René : *Jean Moulin et le Conseil National de la Résistance*, Editions du CNRS, 1983, 192 p.

KRIEGEL-VALRIMONT Maurice : *La Libération, Les Archives du COMAC*, Paris, 1964.

MAYER Daniel : *Les socialistes dans la Résistance*, Paris, 1968.

PASSY colonel : *Mémoires du chef des services secrets de la France Libre*. Editions Odile Jacob, 2000, 801 pages.

RIONDET Charles : *Le Comité Parisien de la Libération 1943/1945*. Presses universitaires de Rennes, 2016

TOLLET André : *La classe ouvrière dans la Résistance*, Paris, Les Éditions sociales, 1969. 314 p.

VILLON Pierre : *Résistant de la première heure*, Editions Sociales (entretien avec Claude Willard), 1983.

SOUSTELLE Jacques, Envers et contre tout. Mémoires de guerre, 2 volumes. Robert Laffont, 1947-1950.

#### PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR  
 Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPIZI  
 11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460-PORT  
 Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)  
 E-mail : contact@stratilux.fr – site : http://www.stratilux.fr

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 15 €)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €  
 à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

### 80<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU CNR



**JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)**

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

**CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE**

*repères  
 pour aborder la Résistance*



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€  
 Par 50 : 2,5€ l'exemplaire  
 Par 100 : 2€ l'exemplaire  
 à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

## LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

**FRANCE D'ABORD** Rédaction - Administration  
 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

**REDACTION - ADMINISTRATION**

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

#### ABONNEMENTS

France .....	15 €
Etranger .....	17 €
Abonnement de soutien .....	30 €
Le numéro .....	4 €

#### CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Charles SANCET

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60